9e Année. — N° 181. — 25 Août 1934. Prix : 2 francs.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

Nestor Makhno est mort

par Lucile PELLETIER

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

LE CONGRÈS DE MONTPELLIER

NOTES et RÉFLEXIONS D'UN TÉMOIN

par A. V. JACQUET

LES CONGRÈS SE SUIVENT ET... NE SE RESSEMBLENT PAS

LE XXXIIme CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES MINEURS

par Marcel GRUSON

"Tout le Pouvoir au Syndicat"

Discours de MATHÉ

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'Eau — PARIS (Xe)

Conditions d'abonnement

FRANCE, ALGERIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an.... 40 fr.
EXTERIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an.... 50 fr.

Permanence :
Tous les soirs de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

Adresser la correspondance relative à la rédaction générale à *LOUZON, avenue Fragonard, Cannes (A.-M.)*
Celle relative à la Renaissance du Syndicalisme à *CHARBIT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (Xe)*
Celle relative à l'administration à *BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (Xe)*
(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris).

Ni Korespondas per Esperanto

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SOMMAIRE :

Les Faits de la Quinzaine
Carde, responsable de Constantine. — La mort de la machine à vapeur. — Staline et Paul Ier ..... R. L.

Notes et réflexions d'un témoin ..... A.-V. JACQUET

Parmi nos lettres
On est en train de nous vendre. — L'alliance anglaise. — Il n'y a pas que les juifs qui font de l'usure.

Le XXXIIme Congrès de la Fédération Internationale des Mineurs ..... M. GRUSON

Nestor Makhno est mort.... L. PELLETIER

La renaissance du syndicalisme
A M. Berthod « proudhonien ». A.-V. J.
Pourquoi la C.G.T. renâcle à l'unité ..... P. BUSSEUIL
Pas de syndicats uniques, des comités d'unité !..... M. MARCELOT

Faits et Documents
« Tout le pouvoir aux syndicats ! » Le discours de Mathé

Entre Nous
Propagande ! Propagande ! — Ce que l'on dit de la *R. P.* — La quinzaine.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Carde, responsable de Constantine

Les Arabes se battent contre les juifs à Constantine ; les mineurs polonais de l'Escarpelle, ces « individus », comme les appelle le Peuple, *se heurtent aux mineurs français ; des terrassiers arabes lyonnais font les jaunes contre les terrassiers français en grève, tout cela dans une même quinzaine.*

C'est que ce n'est pas seulement dans les classes dirigeantes que les difficultés économiques exacerbent les nationalismes, c'est également aussi, hélas ! au sein des classes exploitées. Tant qu'il y a à peu près du travail pour tous, qu'on vivote tant bien que mal, on se supporte. Le jour où la vie devient plus âpre, au lieu de s'en prendre au responsable, à l'exploiteur, on s'en prend au camarade de travail qui ne parle pas la même langue que vous, s'adresse à un autre dieu que le vôtre, ou dont la peau est de couleur légèrement différente. C'est que celui-ci est plus à portée ; il est plus commode de l'atteindre qu'atteindre le riche et le puissant..., plus commode, mais d'une efficacité nulle.

Depuis des siècles, c'est le sort habituel des juifs de servir ainsi de boucs émissaires. Quand le joug czariste devenait plus dur, que la misère paysanne s'accentuait, on se livrait à un pogrom ; c'était le dérivatif ; le massacre des juifs était la soupape qui assurait la sûreté du czar et de sa bureaucratie.

De même en Algérie. Quoi qu'en disent, avec leur habituel cynisme dans le mensonge, les communiqués officiels, des événements comme ceux de Constantine n'ont rien d'habituel en Algérie. Depuis le grand mouvement antisémite européen *de 1900 — où l'actuel maire de Constantine, le sieur Morinaud, qui aujourd'hui s'indigne contre la barbarie arabe, conduisait alors les troupes antisémites européennes à l'assaut des boutiques juives de cette même ville de Constantine — il n'y a eu en Algérie rien de comparable aux événements de Tlemcen l'an dernier et de Constantine cette année.*

C'est que jamais le joug de l'impérialisme français ne s'était appesanti aussi lourdement qu'aujourd'hui sur la population arabe d'Algérie. Le premier soin de l'actuel gouverneur, Carde, fut de promettre la trique aux indigènes. Il ne cacha point dès son premier discours que toutes leurs revendications trouveraient en lui un adversaire résolu. Et les actes ont suivi. Les réclamations, même les plus légales, présentées sous les formes les plus anodines, comme celles pour lesquelles les élus indigènes avaient demandé audience à Chautemps, et qui furent à l'origine des troubles de Tlemcen, furent brutalement empêchées par le dictateur du Palais d'Eté.

Or, quand toutes les voies de recours sont systématiquement bouchées, que toutes les issues possibles au mécontentement sont fermées, fatalement une explosion se produit. Elle s'est produite. Mais l'explosion n'a pas toujours lieu dans la direction efficace ; elle se produit le plus souvent dans la direction de moindre résistance. La direction de moindre résistance, c'était, en l'espèce, le boutiquier juif... Cela ne saurait cependant nous tromper sur le vrai caractère et la véritable cause de l'explosion.

Depuis plus de 30 ans il ne s'était produit en Algérie aucune tuerie de juifs par des arabes. Celle de Constantine a eu lieu sous le proconsulat de Carde, gouverneur « à poigne ».

Le responsable direct des événements de Tlemcen et de Constantine, c'est le Carde, comme les responsables directs des pogroms de Russie furent les Plevhe et les Stolypine, eux aussi ministres « à poigne ».

La mort de la machine à vapeur

Les essais d'automotrices sur les chemins de fer se succèdent, et avec un succès croissant.

Il n'est pas trop hardi de supposer que cette substitution du moteur Diesel à la locomotive à vapeur va se poursuivre avec une vitesse accrue jusqu'à la disparition totale de cette dernière. La machine à vapeur, depuis longtemps déjà en régression devant le moteur à explosion, va devoir même abandonner le domaine de la traction sur voie ferrée où elle régnait encore presqu'exclusivement jusqu'à hier.

Si d'autre part l'importante invention que nous avons signalée dans un de nos derniers numéros, consistant en l'emploi direct du charbon dans un moteur à explosion se confirme — et il est bien probable que cette découverte sera pour demain si elle n'est pas pour aujourd'hui — le moteur à explosion libéré de la lourde hypothèque que fait peser sur lui la crainte que les ressources en pétrole ne soient pas aussi illimitées que celles en charbon, tuera définitivement la machine à vapeur. Après avoir été le grand agent, l'unique agent, l'agent universel de production d'énergie, la vapeur sera reléguée en quelques emplois spéciaux, et peu nombreux.

C'est là un événement d'importance, car c'est la machine à vapeur qui, techniquement et socialement, a créé le monde moderne.

C'est la découverte de la vapeur qui a fait du charbon, jusque là simple moyen de chauffage, un moyen de production d'énergie. C'est elle qui par cela même a permis de créer et d'utiliser l'énergie n'importe où. Jusqu'à elle, l'énergie des forces physiques naturelles, hors celle de l'homme et des animaux, ne pouvait être utilisée qu'en quelques points privilégiés : la force des cours d'eau, sur leurs rives, à l'endroit de leurs chûtes, la force du vent en quelques plaines à vent fort et régulier. Le charbon, devenu source d'énergie, étant transportable partout, a permis de produire partout l'énergie. Il a « mobilisé » l'énergie, et l'a ainsi généralisée. Pouvant désormais être produite partout, l'énergie a été utilisée à tout.

Socialement, la machine à vapeur a été l'agent essentiel de la concentration industrielle, et par suite capitaliste. Pour plusieurs raisons la machine à vapeur ne peut être construite que pour des forces assez élevées, donc utilisée seulement dans

des installations importantes ; d'autre part son rendement croît rapidement au fur et à mesure qu'augmente sa puissance.

Dès lors cet outil merveilleux ne peut pas être employé par l'artisan, mais seulement par des patrons.

D'autre part, plus l'entreprise est grande, plus l'emploi de la machine est économique, d'où une prime à la création d'entreprises de plus en plus grandes : le petit ou le moyen patron tend à disparaître devant le grand. La machine à vapeur, après avoir créé le capitalisme industriel, tend à le remplacer par la féodalité industrielle.

Voici ce qu'a fait la machine à vapeur. En un siècle, elle a créé une société toute nouvelle, et, après l'avoir créée, l'a fait évoluer à une cadence encore jamais atteinte. Aujourd'hui, après avoir achevé son rôle, elle va disparaître. Saluons cette grande morte, la plus grande morte de l'Histoire !

Staline et Paul 1er

Il y a quelques années un film qui eut assez de succès, et dont le sujet était la tragédie de palais qui amena le meurtre du czar fou Paul Ier, montrait dans un tableau impressionnant toutes les fenêtres se fermer — ordre du czar — dans les rues que devait parcourir la voiture impériale et les cosaques tirer sur les fenêtres qui, par inadvertance, étaient restées ouvertes.

Je pense que ceux de nos lecteurs qui ont vu ce film, n'ont pu s'empêcher de se le rappeler en lisant les notes d'Yvon de notre dernier numéro. Ainsi Staline en est où en était Paul Ier : comme lui, et pour la même raison, — par peur d'attentat — il fit fermer toutes les fenêtres donnant sur les rues où passa l'enterrement de sa femme ! Il réédite ainsi, plus de cent ans après, ce qu'aucun czar n'avait plus cru devoir faire.

Petit fait, mais combien caractéristique !

Détail, mais qui est un symbole. Le symbole de ce grand fait que toute la structure de l'Etat dit soviétique, structure politique et sociale, n'est que la copie accentuée, de celle du vieil Etat czariste.

Qu'était l'Etat czariste ? — Un Etat bureaucratico-policier, hiérarchisé de haut en bas, avec en haut un maître tout-puissant. Qu'est l'Etat dit soviétique, si ce n'est, lui aussi, un Etat bureaucratico-policier, hiérarchisé de haut en bas, où l'autorité ne se délègue point d'en bas, comme le voulait la constitution soviétique, mais se confère d'en haut ?

L'armée des tchivonitch, cette armée innombrable des fonctionnaires czaristes, terreur des paysans avec laquelle la littérature russe d'avant la révolution, nous a familiarisés, a été remplacée par l'armée plus innombrable encore de l' « appareil » des soi-disant soviets et du parti, non moindre terreur des paysans.

L'Okhrana, la police politique, était la pièce essentielle de l'armature de l'état czariste ; le Guépéou, Okhrana considérablement renforcée, est la pièce essentielle de l'Etat stalinien.

Les procédés de gouvernement et de « colonisation » sont les mêmes : déportations en masse, sans jugement, par simple décision des autorités administratives. Déportation de tous ceux que l'on juge politiquement « indésirables », transplantation forcée dans les pays que l'on veut peupler, de ceux qui vivent dans des régions dont on veut réduire la population. Ils sont, comme sous le czar, des dizaines de milliers de révolutionnaires et d'ouvriers de déportés ; ils sont des centaines de milliers de travailleurs qui ont été transplantés dans les régions extrême-nordiques ou extrême-orientales.

Au point de vue social aussi — malgré les apparences — c'est la vieille Russie qui revit.

Quelle est donc, en effet, l'institution sociale essentielle de la vieille Russie ? C'est le servage. Or, qu'est-ce que le système social actuel de la Russie, si ce n'est le servage ?

Car, qu'est-ce que le servage ? Le servage, c'est l'exploitation du travailleur par un maître qui est à la fois son maître « civil » et son maître politique. Le maître du serf, le seigneur, réunit dans ses mains à la fois la direction économique et le pouvoir politique. Il est le patron et il est l'Etat. Plus précisément même, il n'est le patron que parce qu'il est l'Etat. C'est en vertu de ses pouvoirs d'Etat qu'il commande et exploite l'activité économique des habitants de son territoire.

Or, n'est-ce point là précisément la caractéristique de la condition actuelle du travailleur russe, ouvrier ou paysan ? Les limites du domaine du seigneur se sont considérablement étendues, le développement des moyens de communication l'a permis ; mais activité de l'Etat, et autorité patronale, restent, comme dans le domaine seigneurial, entre les mêmes mains, et le prolétaire a beau être promu au rang de « dictateur », il n'a sur ses moyens de travail, pas plus de droits que n'en avait le serf, pas plus de possibilité que lui d'intervenir dans la fixation de ses conditions de travail, et plus encore que lui il peut être transplanté d'un endroit du domaine dans un autre : il est la « chose » de son maître.

Ce qui contribue à entretenir encore beaucoup d'illusions sur la condition actuelle de la Russie, c'est précisément qu'il n'y existe plus que des serfs. Dans nos pays nous sommes habitués à ce que soit séparées l'exploitation économique et la domination politique. Les maîtres de l'économie, les exploiteurs de la force de travail, sont distincts des maîtres de l'Etat. A côté de l'organisation politique, il existe une société civile sans rapports de force apparents, et c'est cette société civile qui, par le simple mécanisme de son fonctionnement, exploite le travailleur. La disparition de cette société civile, celle du capitaliste, du patron, nous apparaît donc comme devant signifier la fin de l'exploitation, puisque c'est par elle que chez nous l'on est exploité.

Mais il faut bien se rendre compte qu'un tel mode de société est loin d'être général ; il est particulier à certains pays et à certaines époques. Au moins aussi fréquent est le système inverse : celui où exploiteur et état se confondent, celui où c'est celui qui dispose de la force de l'état, qui s'en sert pour exploiter directement le travailleur. Le servage a été, pour le moins, aussi fréquent que l'esclavage ou le salariat. Suppression du salariat ne signifie donc pas forcément émancipation du travailleur ; il peut signifier aussi simplement : retour au servage.

Ce n'est pas seulement en faisant fermer les fenêtres sur son parcours que Staline rappelle Paul Ier.

R. L.

LE CONGRÈS DE MONTPELLIER

NOTES ET RÉFLEXIONS D'UN TÉMOIN

Le 29e Congrès de la Fédération unitaire de l'Enseignement a été fort beau. Est-ce, comme je l'ai entendu dire, notre chant du cygne ? L'année 1935 verra-t-elle se réaliser la fusion entre le syndicat national et la Fédération ? Je me garde ici de toute prophétie. Mais j'ai le devoir d'écrire dès le commencement de ces notes, c'est qu'une angoisse profonde a pesé sur le Congrès. Une fois de plus, dans la question de la guerre qui vient, mais cette fois pour de bon, — car nous approchons de l'échéance envisagée par la *Révolution Prolétarienne*, — la Fédération de l'enseignement s'est placée à l'avant-garde du personnel enseignant, à l'avant-garde même de tout le mouvement ouvrier.

Que nous cache le vertigineux « tournant » de la C.G.T.U? Si les dirigeants de notre Centrale étaient autre chose que des fonctionnaires à peu près inamovibles et tenus par Moscou, s'ils étaient comme vous et moi des hommes du rang, leurs virages pris à toute allure nous auraient comblés de joie. Mais les cabrioles, les têtes à queue et les contorsions de notre bureaucratie n'ont pour nous rien de rassurant. Elles nous inquiètent d'autant plus que l'on cherche à nous apaiser. Plus les concessions passent nos espérances, plus elles nous semblent louches et suspectes.

La question de l'Unité domina à juste titre tout le Congrès. La fusion corporative fut défendue par nos amis Rollo, Barrué et Richard. Ils ne firent aucune allusion à la politique étrangère de l'U.R.S.S., encore que Rollo soit au courant de la question.

Pour ma part, je m'en tins à préconiser le congrès de fusion. Je ne parlai pas de l'U.R.S.S., non point que l'inquiétante évolution de la C.G.T.U. et du P. C. m'ait causé la moindre surprise. Mais je ne croyais pas les choses si avancées. Je savais bien que, tôt ou tard, l'ordre nous serait donné de réintégrer la C.G.T., mais je ne voyais pas si proche la fusion de nos 2 centrales. Je ne pensais pas que le temps pressât à ce point et que l'U.R.S.S. eût besoin de mettre des bouchées triples. Pour mobiliser les consciences en faveur de la Russie, muée pour l'occasion en patrie de tous les prolétaires, la bureaucratie stalinienne doit disposer d'un certain loisir qui commencera après la fusion des 2 Centrales. Il faut donc hâter l'heure de cette dernière et précipiter le rythme des concessions, sans toutefois éveiller de trop vives méfiances.

Monmousseau sur la sellette

Bernard et Serret, avec beaucoup de talent, traduisirent l'inquiétude de la majorité des congressistes. Bouët, avec émotion, évoqua le cas émouvant de Victor Serge. Ces trois interventions d'un ton très élevé, — sans parler de celle de Dommanget qui se produisit plus tard et fut de tous points digne de cet historien philosophe, — amenèrent Monmousseau à la tribune.

L'accueil enthousiaste fait à Bernard, les ovations frénétiques dont Serret fut l'objet quand il déclara que la Fédération pratiquerait toujours le défaitisme intégral, fixèrent Monmousseau sur les sentiments de l'auditoire. Et ce fut un autre homme que celui de 1930, à Marseille, qu'il nous fut donné d'entendre.

Que nous étions loin de Gaston d'il y a 4 ans, du Gaston qui portait beau encore et, à la tribune, tonnait contre le réformisme ! Nous eûmes devant nous un pauvre homme voûté, fatigué, n'ayant plus de métier pour demain et gagnant de son mieux, comme on l'a dit autrefois de Cornély, le pain des vieux jours.

— Oublions le passé, nous fut-il dit à maintes reprises.

— Au contraire, répondions-nous de notre place.

C'est, en effet, sous la lumière de nos souvenirs qu'il faut placer le discours de Monmousseau, à Montpellier.

A Marseille, en 1930, la folie des staliniens avait sa logique intérieure. La radicalisation des masses, le danger de guerre, le social-fascisme, cela ne tenait pas debout. Mais ces monumentales âneries une fois admises, les conséquences s'en déduisaient avec un parfait naturel. Par le canal de la C.G.T.U., le P.C. avait raison de se débarrasser des « scories réformistes » qui gênaient l'essor révolutionnaire des masses s'opposant à la mainmise du communisme sur le mouvement ouvrier. Celui qui soutenait en 1930 que « la crise actuelle de stabilisation du capitalisme français peut aboutir à poser la question du pouvoir », était évidemment un travailleur du chapeau, mûr pour Charenton, mais il avait raison, dans sa démence, de vouloir « bloquer tous les groupes minoritaires sur leur plate-forme réformiste de fuite devant la lutte contre la bourgeoisie ». Centristes et anarcho-syndicalistes devaient être combattus sans merci.

A Marseille, on se serait cru dans l'asile des fameux Goudron et Plume, c'est entendu. Mais comme Goudron, Monmousseau tenait correctement son rôle de Jupiter tonnant.

Ce qui nous alarme, c'est que les goudronneries ou les Gittonades, à votre gré, ont duré un peu plus de 4 ans. Chaque Congrès du P.C. a marqué non une amélioration de la folie sectaire, mais son renforcement. De loin en loin, quand un départ important se produisait, on constatait une légère rémission dans l'état du malade, puis ses crises le reprenaient plus fortes que jamais.

Et tout d'un coup, à la manière de Saint Paul, en une nuit, le P.C. trouve son chemin de Damas. Monmousseau revient de Russie et toutes les sornettes qui en sortaient, comme le fruit de sa fleur, sont remisées au magasin des accessoires. Les

bons bougres de la base n'en peuvent croire leurs yeux. Certains d'entre eux refusent d'exécuter ce formidable tête à queue. On les abandonne à leurs tristes réflexions et, à toute allure, on se jette au cou de la S.F.I.O. et de la C.G.T. On leur découvre d'extraordinaires mérites et ce ne sont plus désormais que baisers dans la nuit noire.

Monmousseau était plutôt embêté d'avoir à nous donner d'extravagantes explications. Disons cependant qu'il s'est tiré du pétrin plutôt bien que mal. La grande gueule à 100 pour 100 s'est transformée en un petit employé bonhomme, rondouillard, candide et tombant du Ciel.

— Tournant brusque ? Nuit du 12 au 13 juin ? Il fallait bien changer un jour. Alors que ce soit le 13 ou le 14, que voulez-vous que ça fasse ?

— Moscou nous donne des ordres ? Que vous êtes donc méchants de dire des choses pareilles. Des ordres ? Jamais nous ne recevons d'ordres. Mais nous ne sommes pas parfaits. Nous appartenons à une Internationale; il est bien juste que nous recevions d'elle des *conseils* et que nous en tenions compte quand elle nous *invite* à mieux faire. Qui ne nous imiterait ?

Ah ! qu'en termes galants, ces choses-là sont dites ! J'ai tout près de moi, Bernard, Fernande Basset, Gabrielle et Louis Bouët, les Serret, le jeune ménage Lèbre. Tous ces camarades se tordent, tandis que Monmousseau poursuit, la bouche en cœur et la voix susurrante.

Monmousseau nous lançant des bobards [incroyables,
J'éprouve à l'écouter un plaisir impayable.

Des *conseils*, des *invites*, chacun de nous sait ce que vaut l'aune d'une tel langage. Bien des fois, en ma vie professionnelle, je me suis trouvé en conflit avec mes chefs. Et quand je recevais un pli officiel me disant : « Je vous *conseille* d'écouter votre inspecteur et *je vous invite* à changer de ton quand vous m'écrivez », je traduisais aussitôt : « File droit ou ça va barder pour ton matricule. »

Le matricule de Monmousseau a certainement bardé, car le pauvre homme continue son lamentable exposé.

— Nous avons changé ? Bien sûr, c'est la vie qui veut ça. La situation s'est modifiée. Il y a le fascisme. Il faut éviter ce qui s'est passé en Allemagne et en Autriche.

— Des fautes ? Eh bien, oui, nous en avons fait. Tout le monde en commet, vous comme les autres. Nous revenons de nos erreurs, alors de quoi vous plaignez-vous, puisque nous vous donnons satisfaction ?

— Une alliance de la France et de l'U.R.S.S. ? Non, camarades, il n'y a pas d'alliance. Il n'y a qu'un pacte d'assistance mutuelle qui nous laisse les mains libres pour pratiquer le défaitisme révolutionnaire. Je pense là-dessus comme *Serret* ; je suis avec *Serret*.

Ces escamotages de la muscade sont salués d'applaudissements par la M.O.R. qui y trouve un baume pour ses inquiétudes à fleur de peau. Mais la majorité du Congrès reste de glace ou rit au nez de Monmousseau.

C'est qu'en effet la véritable question est passée sous silence, c'est que les problèmes réels sont esquivés. Nul besoin de traité en forme pour qu'une alliance soit nouée dans les faits. On l'a bien vu en 1914, pour l'Angleterre. Cette dernière *voulait* la guerre avec l'Allemagne et, pour Albion, la France n'était qu'un pion de manœuvre sur l'échiquier mondial. Seulement, pour paraître en belle et noble posture, l'Angleterre refusa toujours d'aliéner sa liberté. Mais son intervention à nos côtés, à la onzième heure, était aussi certaine que celle de l'Allemagne aux côtés de l'Autriche dès le lendemain de Serajevo.

En ce moment le bourrage de crânes sévit sur toute la ligne. Avec un jésuitisme achevé, l'*Humanité* nous parle de tout, sauf de l'alliance franco-russe. Cependant les premiers coups de sonde sont lancés. Vaillant-Couturier distingue 2 Frances : la France ouvrière et paysanne d'une part et la France capitaliste de l'autre. Pas d'union sacrée ! Jamais d'union sacrée ! Voilà qui est entendu. Mais demain si les hostilités éclatent, nous soutiendrons la Russie qui édifie le socialisme sur une partie de la planète. Ce sera rigolo de voir Weygand battre l'Allemagne pour le plus grand profit des soviets. Les soviets partout ! nom de Dieu ! L'humanité qui agonisait dans les prisons d'Adolf Hitler sera délivrée ; — et délivrée pas seulement par nous, mais par les bourgeois. Par les bourgeois ! Non, mais tu te rends compte !

Le malheur est que ces beaux raisonnements ont déjà été tenus. En 1914, il s'agissait aussi du droit et de la liberté. On trouvait également très rigolo d'envoyer au feu les royalistes du rang. Ils sauvent la République, disait-on. Et plus ça dure, plus il la sauvent. Seulement la suite des événements a montré que seuls les prolétaires avaient été roulés.

Si notre grande bourgeoisie fait des mamours à la Russie stalinienne, ce n'est point au hasard. C'est d'abord qu'elle ne croit plus à une Russie socialiste soviétique. C'est aussi qu'elle se sent dans une situation presque désespérée et qu'elle s'accroche à tous les brins de paille afin de ne pas se noyer.

Le cas de Victor Serge

Par degrés, la Russie stalinienne est, comme dit *le Temps*, « rentrée dans le circuit européen » dont elle était naguère exclue. Sous le prétexte de bâtir le socialisme dans un seul pays, — chose absolument impossible, — elle est devenue un Etat comme un autre, un Etat qui ne songe plus qu'à lui-même et qui utilise encore de loin en loin une phraséologie gauchiste destinée à garder certaines sympathies prolétariennes.

En France, pays de très vieille bourgeoisie où l'on sent de loin l'odeur révolutionnaire, notre gouvernement préfasciste ne se livrerait pas à la Russie au cas où il aurait la moindre crainte à son égard. A l'intention des capitalistes obtus qui renâclent encore, le correspondant du *Temps* écrit ces lignes significatives :

« *Avec Staline ont triomphé en Union soviétique deux principes fondamentaux : à l'intérieur celui de l'édification du socialisme dans un seul pays, à l'extérieur celui de la coexistence pacifique des deux mondes capitaliste et communiste. La politique du Kremlin ne tend nullement, à l'heure actuelle, à porter la révolution aux quatre coins de l'Europe. On sait parfaitement ici qu'une poli-*

tique d'expansion révolutionnaire ferait contre l'Union soviétique l'union de tous les pays quels qu'ils soient et que le rapport des forces serait désastreux pour Moscou. »

Le cas de Victor Serge illustre à merveille, de l'intérieur, notre affirmation que la Russie stalinienne est devenue un Etat comme un autre, ayant lui aussi son arbitraire et son injustice calculée. L'an dernier, à Reims, Chatski nous avait déclaré que Serge avait conspiré contre le régime et qu'il serait jugé dans quelques mois. Une année a passé ; Serge est toujours exilé. Il est privé de tout ravitaillement physique et intellectuel ; sa femme sombre dans la démence. Quel crime a-t-il commis pour qu'on le torture ainsi ? D'où vient, s'il est un traître, qu'on ne lui fasse pas son procès ? Un procès à ciel ouvert où l'accusateur et l'accusé pourront s'expliquer librement.

Bouët a traité la question Victor Serge avec force, avec mesure, avec émotion. Litvine, le petit bureaucrate dangereux est toujours là. Il est visiblement irrité par notre insistance. Les victimes ça n'intéresse jamais un homme d'Etat. L'an dernier, il avait cherché une diversion en louant la Guépéou. Qu'a-t-elle trouvé sur le compte de Serge ? Rien sans doute, car Litvine refuse de nous répondre. Sur un ton impérieux, qui lui va fort bien, il nous ordonne de ne plus « jouer à cache-cache » avec lui qui s'en tient à son mandat et n'est là que pour discuter de questions corporatives.

Sur un auditoire aussi informé et aussi sensible, la réponse de Litvine produit le plus désastreux effet. On ne s'évade pas aisément du cercle infernal des fautes et le machiavélisme est enfantin. Bouthonnier se lance à corps perdu au secours de Litvine. Emporté par la fureur que cause le remords il lance, tourné vers les centristes et les minoritaires :

« *La preuve que Victor Serge a trahi la Révolution russe c'est que vous le soutenez.* »

Jupiter aveugle ceux qu'il veut perdre. A peine Bouthonnier a-t-il lancé cette apostrophe, que les deux tiers des assistants le huent ou exigent des excuses. Les augures alarmés se concertent aussitôt. Bouthonnier nous fait des excuses, mais ce n'est pas suffisant. Du côté russe ça presse, vous dis-je. Aussi Monmousseau, par deux fois, inflige-t-il un blâme public à Bouthonnier. Par malheur, Monmousseau s'avise de défendre l'autocratie stalinienne. Et il lâche des énormités dont il n'a, d'ailleurs, pas conscience tellement il est devenu réactionnaire.

— Victor Serge ? Les ouvriers russes qui construisent le socialisme au prix d'efforts immenses ne connaissent pas Victor Serge.

— Trotsky ? Il est connu et c'est la peine de mort qui lui serait appliquée par un tribunal révolutionnaire.

Un instant plus tard, — et c'est bien là de sa part un cri du cœur, le cri de tous les arrivistes intégrés dans un Etat quel qu'il soit, — Monmousseau nous dira que la dignité humaine cela n'existe pas pour un militant révolutionnaire.

Ces paroles d'une scélératesse si naturelle, qui sont l'exacte réplique de celles que pourrait prononcer un jésuite, révoltent une bonne partie de l'auditoire. Dans l'après-midi, à quelques-uns, nous entreprenons Monmousseau et il en entend de dures. Et comme ça presse du côté russe, — je vous dis que ça presse, — il consent à rectifier ou plutôt à faire rectifier ses paroles du matin.

Deux quêtes sont faites : l'une pour Thaëlmann, l'autre pour Serge. Tout le monde donne pour le communiste allemand. Seuls les centristes et les minoritaires souscrivent pour Serge. On annonce les totaux. La souscription pour Serge dépasse 1.400 fr. Elle est plus que double de celle qui a été faite en faveur de Thaëlmann. Stupeur et colère de nos M.O.R. Ils ne comprennent pas notre attitude. Expliquons-la.

La M. O. R. est réactionnaire

Rien n'est aussi dangereux que certains classements faciles. Il est commun de dire qu'à la Fédération la droite est formée par la Ligue syndicaliste, le Centre par la majorité fédérale et la gauche par la M.O.R. C'est là une erreur énorme qui mérite d'être mise en relief. Tout d'abord, il n'y a aucune différence foncière entre les minoritaires et les membres de la majorité fédérale. Des nuances de pensée, — des nuances seulement, — séparant Barrué de Dommanget et rien ne me sépare de Serret. Dommanget, en historien, met l'accent sur le feuillet politique de la vie sociale, tandis que Barrué, en philosophe, met l'accent sur le feuillet syndicaliste de la même vie. Mais Dommanget s'indignera tout comme Barrué si des littérateurs irresponsables veulent *diriger* nos syndicats et Barrué est trop révolutionnaire pour ne pas comprendre que l'action syndicaliste poursuit un but politique. Tout le pouvoir aux syndicats est un mot d'ordre politique. Quant à Serret et à moi, nous mettons l'accent tantôt sur un feuillet, tantôt sur l'autre. Sur le feuillet politique quand il y a tendance corporativiste, sur le feuillet économique et syndical quand il y a tendance à l'autoritarisme d'un parti, si bien intentionné soit-il.

Ceci dit, j'estime que les minoritaires et les membres de la majorité fédérale constituent au même titre et au même degré, l'aile révolutionnaire de la Fédération. J'irai plus loin : ils sont la minorité révolutionnaire de la C.G.T.U.

Chez les uns et chez les autres, c'est le même esprit critique, le même dédain des gestes de soumission ou de culte. C'est d'un œil amusé que nous voyons nos M.O.R. imiter les Jeunesses patriotes et, le coude en équerre, le poing fermé, chanter l'*Internationale*. Le noble chant ne peut-il se passer de cette gesticulation ? Bras tendu à la manière hitlérienne ou poing fermé, c'est kif-kif bourricot, disait en riant l'un des nôtres ; c'est du conformisme encouragé par les maîtres.

Esprit critique, gaieté, ironie. A la tribune, nos M.O.R. ne savent pas rire. Ils sont dogmatiques, pesants, conventionnels. Ils se ressemblent tous. Comme des jésuites à qui l'on a laminé la cervelle et qui sont tous interchangeables ! Le camarade Guilloré a quitté cette atmosphère étouffante. « Mais, me disait-il, je ne connais pas les jésuites. » Je lui ai conseillé de lire *l'Empreinte* d'Estaunié et je conseille la même lecture à notre brave Gautrand qui est de si bonne foi.

Centristes et minoritaires sont très différents. Ils sont, quand il le faut, sérieux, pathétiques, indignés. Mais ils connaissent tous la large détente

des grands rires et de la belle humeur. Notre ami Barrué est de la gaieté en bouteille, — et même en bouteille de fin Bordeaux qui gagne en valeur chaque année. Même remarque pour Bernard, pour Serret. Que dire de Messac, au bon visage rabelaisien dont la conversation joyeuse vaut l'écrit ?

— Alors que faites-vous de la discipline ?

Là, ça y est, voilà le grand mot lâché. Et nous retombons en plein jésuitisme, où il s'agit d'obéir à tour de bras, coûte que coûte.

Oh, je sais bien qu'il y a la « lutte des classes ». Nous sommes une armée et la discipline fait sa force. Mais cette assertion banale est-elle exacte ? Ne se rapporte-t-elle pas à une conception d'ancien régime, aux idées sommaires de Souvarof qui furent détruites,dans les faits, par l'armée *citoyenne* de Masséna à Zurich ? Si la bourgeoisie parle tant de discipline, n'est-ce point qu'elle est en pleine déchéance ? Je viens de relire un livre de Bernhardi, le grand écrivain militaire allemand. Il n'est nullement pour le *drill* (dressage), les gestes automatiques (pas de parade), les exercices en rangs serrés. Pour lui le service militaire doit former de libres et énergiques personnalités osant prendre des initiatives hardies.

C'est la passivité, c'est la servitude volontaire, qui permettent au pouvoir nouveau de se durcir, de s'ossifier, de se couvrir d'une lourde carapace d'incapacité, de routine et d'injustice. Sous le couvert d'une *transition* entre l'Etat ancien et la société sans classes, l'obéissance, passée à l'état de principe, favorise l'installation et la persistance d'un Etat bureaucratique très dur, qui imite celui des maîtres renversés.

Toujours cet immense danger fut bien aperçu par les ouvriers syndicalistes arrivés à la pleine capacité politique réelle et notre Fédération souscrirait, je crois, à ce beau jugement de G. Platon :

« *Dictature révolutionnaire du prolétariat ! C'est bientôt dit. Mais, comme dit Shakespeare, les paroles sont des femelles et les actes seuls des mâles. En tant que figurant comme sujet passif dans le rapport économique très précis de la production, le prolétariat se dégage comme une notion parfaitement distincte. Dès qu'il est question pour lui de venir à l'action, d'échanger son rôle passif qu'il avait en économie politique, pour un rôle politique actif, on voit sa notion si claire peu à peu s'obscurcir. Il faut de toute nécessité que, pour exercer sa dictature, le prolétariat s'organise.* L'irruption dans le corps du prolétariat des rapports de dépendance politique nés de son organisation, ne pourrait-elle pas mettre directement en danger son existence, comme corps un et distinct et entraîner, A LA FAVEUR DES INÉGALITÉS SURGIES, un certain rétablissement subreptice de l'injustice et de l'exploitation économique à supprimer ? » (*Cité par G. Sorel dans les Matériaux d'une théorie du prolétariat.*)

Jamais, dans ses syndicats, le prolétariat ne doit abandonner la barre. Les inégalités surgies doivent être pourchassées sans relâche et leur disparition ne doit jamais être renvoyée à un lointain futur.

De même, c'est dès la première minute de la Révolution sociale que doit être instauré un régime de droit, valable pour tous les travailleurs et dans toutes les circonstances. Aucune mesure arbitraire, de quelque sorte que ce soit, ne leur est applicable. Des mesures de répression graduées peuvent et doivent être envisagées envers la classe ennemie qui, avec une mauvaise foi toute punique, n'accepte pas le jugement décisif de la force. Mais le prolétariat doit jouir d'une entière liberté de critique à l'égard du nouveau régime. Tout procès doit avoir lieu dans des conditions garantissant les droits de l'accusé.

Rien de tel n'a été fait à l'égard de Victor Serge. En nous intéressant à son cas, ce n'est pas seulement un humain malheureux que nous défendons, c'est la cause même du prolétariat que nous soutenons, c'est contre l'Etat, Minotaure éternel, que nous nous dressons.

En vain invoque-t-on la disproportion qui existe entre Victor Serge et l'œuvre immense qui se poursuit dans l'U.R.S.S. C'est là du jésuitisme caractérisé; il nous fait horreur. Alors que les républicains de la forme se terraient, — et comment ! — le prolétariat français n'a pas hésité à défendre le capitaine juif Dreyfus. Et la suite des événements a montré qu'il avait vu juste. Comment, dès lors, nous tairions-nous sur le cas de Serge ?

La condamnation du régime stalinien, elle est justement dans ce fait que le prolétariat ignore ce que deviennent les siens. Encore une fois, comme chez les Bons Pères, tout se passe dans la nuit. Il faut, pour être épargné, se maintenir en état de grâce auprès du pouvoir.

La M.O.R. est, ainsi, profondément réactionnaire. Quand tout marche par les moyens de la Grâce, tous les plus mauvais procédés sont permis et la mauvaise foi devient de règle.

Cette année, à la Fédération, en dépit de toutes les manœuvres, la M.O.R. a perdu beaucoup plus de terrain qu'il ne paraît à l'inspection des chiffres. De bons camarades, comme Faraut, Leclerc et Margaillan se sont séparés d'elle, condamnant nettement « toute la campagne de bluff, de dénigrement, d'injures, de mensonges, menée par la M.O.R. contre tous ceux qui se refusent à jurer par son évangile ». Plus la C.G.T.U. liera son sort à celui du nouvel Etat moscoutaire, plus la défiance des travailleurs sera grande.

L'U.R.S.S. n'a qu'un moyen de mériter notre appui : c'est de reconnaître ses torts, de dompter sa bureaucratie, de permettre à la critique ouvrière de s'exercer largement.

Un seul être vous manque et tout est dépeuplé.

En dépit de toutes les arguties, le cas de Victor Serge a plus d'importance pour l'avenir de la révolution mondiale, que la visite des aviateurs soviétiques ou les négociations entre Barthou et Litvinof.

Perspectives d'avenir

Le Congrès était fini. Je fus rejoint par un aimable et jeune couple qui me souhaita gentiment longue vie : « Puissiez-vous voir la Révolution ! »

Mes deux jeunes gens me demandèrent si la perspective de voir disparaître notre chère Fédération ne m'attristait pas. « Dans notre département, me dirent-ils, nos anciens l'aiment.Elle a été si belle, si pure, jusqu'au dernier instant ! Nous comprenons leur douleur. »

— Il faut la surmonter, répondis-je. La Fédéra-

tion ne sera pas *absorbée* par le syndicat national. Nous accepterons la fusion de la façon la plus loyale et notre *esprit* se survivra. Déjà il vivifiait le S.N. en l'influençant. Demain il l'animera.

— Vous le dites, mais le croyez-vous ?

— Sans doute, mes enfants.

— Vos paroles nous réconfortent. Nous pensions que la fusion se ferait mal.

La fusion se fera bien, j'en ai la certitude. Non point une fusion de rencontre ou de pur sentiment. Elle sera loyale, mais prudente, sérieuse, également éloignée de la résignation et de l'emballement irréfléchi. Et ce sera mieux ainsi.

Oui, ce sera mieux ainsi. Nous avons à la Fédération une idée du S.N. que je crois juste. Nous pensons que sa masse est très en retard sur ce que j'appelle à regret son élite dirigeante, — car il ne devrait pas y avoir d'élite dirigeante. L'éducation de cette masse a été mal faite et l'on éprouve un sentiment très pénible quand on voit des institutrices et des instituteurs de la base regarder leurs mandataires comme des supérieurs hiérarchiques.

La fusion ne signifie pas du tout que nous allons nous *intégrer* au S.N. et déclarer que tout ira très bien désormais parce que l'on nous offrira des postes de « responsables ». Non, nous savons qu'on se fait une carrière dans le syndicalisme « sage » comme dans l'administration : la première, hélas! précédant souvent de peu la seconde.

A la Fédération, on pratiqua toujours fièrement le refus de parvenir. Nous le pratiquerons au syndicat fusionné. Nos militants les plus représentatifs, les plus instruits, les plus profonds, resteront dans le rang. Ils seront l'avant-garde modeste et utile de leurs groupes.

Nous garderons nos Bulletins, sans doute transformés en organes d'éducation et de recherche. Nous serons au cœur de la place pour les répandre et faire valoir nos points de vue révolutionnaires. Et puis il faut toujours craindre pour l'avenir. De quoi demain sera-t-il fait ? Dans notre C.G.T.U. seule la Fédération est défaitiste à fond. Vis à vis de la bourgeoisie, seule elle joint la scission *métaphysique* à la scission *physique* qu'imposent, au jour le jour, les événements sociaux.

— Réservons l'avenir. Ne nous séparons pas ! — me disait un vieil ami qui appartient à la majorité fédérale.

Il pensait à de nouvelles unions sacrées aussi monstrueuses que l'autre. Et il se recueillait pour ne pas être emporté par la tourmente.

Non, les fédérés unitaires ne se sépareront pas. Ils fraterniseront avec leurs camarades du S.N. et cela sans arrière pensée. Mais ils seront de plus le noyau des « résistants » que rien n'entame. Et par là, par là du moins, par là surtout, — peut-être, — la Fédération vivra et s'épanouira au sein d'une organisation plus vaste qui lui devra une partie de sa conscience révolutionnaire.

A. V. JACQUET.

Cette revue vous intéresse ?

Abonnez-vous !

Parmi nos lettres

On est en train de nous vendre

De Lucie Colliard, notre camarade institutrice révoquée durant la guerre pour son action antiguerrière :

Il y a dix ans que je dis que Cachin nous prêchera encore la prochaine ; il se prépare en ce moment à le faire. A la tribune du Rassemblement international des femmes, il y avait : « Défendons la politique de paix de l'U.R.S.S. ». Il n'y a qu'à supprimer un mot pour comprendre la raison qui a mû les dirigeants russes lorsqu'ils ont donné l'ordre de faire l'Unité d'action. Encore une fois, le prolétariat français sera sacrifié à l'Etat russe. Et personne n'ose dire cela. Nous ne serons guère nombreux encore cette fois-ci à clamer la vérité. On est en train de nous vendre à l'Etat français, à notre capital pour avoir son aide contre le Japon. Et le prolétariat russe sera lui-même un peu plus écrasé, même si l'Etat russe est vainqueur. Que de travail de débourrage il reste à faire !

L'alliance anglaise

Un camarade nous écrit :

Ce qui manque encore, c'est la conscience de l'impuissance de la France en tant que nation. C'est un pays nerveux, à la limite de l'épuisement, c'est la cavale haletante et fourbue dont parlait Barbier dans ses lambes. Du côté Mussolini, c'est l'an de brut de Tartarin de Tarascon. La situation en Autriche est profondément troublée et la Russie, étant ce qu'elle est, un Etat comme les autres, c'est folie que de se lier à elle. Nous crevons d'un narcissisme honteux et sénile.

Certains éléments vieux-bourgeois (Halévy, Bernus, neveu de de Pressensé) comprennent que le salut relatif est dans une alliance anglaise. Mais une alliance entre la grenouille et le bœuf n'est pas possible, car une grenouille si emplie soit-elle n'est toujours qu'une grenouille.

Ce qui est nécessaire, c'est d'orienter notre classe ouvrière déjà si évoluée, si libérale, avec la classe ouvrière anglaise qui a la liberté dans le sang. Ne parlons pas d'alliance, mais de Fédération avec elle.

C'est en ce sens qu'il convient à mon sens de dire la vérité, toute la vérité.

Il faut dénoncer le pacte franco-russe.

C'est de l'Angleterre que nous viendra sans doute le salut. Ses travaillistes prendront un jour le pouvoir et y seront énergiques. Nous pourrons nous joindre à eux. Le fascisme italien et le fascisme allemand succomberont à leurs contradictions internes.

Il n'y a pas que les juifs qui font de l'usure

Du camarade Girodier, d'Alger :

En ce qui concerne les histoires constantinoises, je ne suis pas trop surpris par le caractère violent qu'elles ont eu. C'est la révolte de gens pressurés. Malheureusement le mot juif sert à couvrir tout cela. J'ai vécu dans ces milieux de la campagne algérienne et je puis vous affirmer que j'ai vu de très près par ma double profession de comptable et de clerc de notaire les tristes procédés des usuriers. Ce dont je suis certain, c'est que les exploiteurs de la misère indigène ne sont pas seulement des juifs ; combien de ces cléricaux notoires — dont je pourrais citer les noms au besoin — qui n'auraient pas manqué une messe pour tout l'or du monde, se prêtaient au petit jeu des combinaisons financières les plus écœurantes ; prêt à 70,75 et même 80 %. De l'une de leurs victimes à laquelle je faisais remarquer combien ces usuriers volaient, j'obtins cette réponse catégorique : « Que veux-tu, ils me volent, mais ils me rendent service. Tu ne me prêterais pas d'argent, toi, tandis qu'eux m'en prêtent ! »

A force d'être pressurés, ils se sont affolés et ils ont frappé à tort et à travers.

LES CONGRÈS SE SUIVENT ET... NE SE RESSEMBLENT PAS

Le XXXIIme Congrès de la Fédération Internationale des Mineurs

La Fédération Internationale des Mineurs, qui groupe dans son sein plus de 1.600.000 travailleurs, a tenu, à Lille, les 6, 7, 8 et 9 Août, son XXXIIe Congrès. Onze nations étaient représentées: l'Angleterre, la Belgique, la France, la Hollande, le Luxembourg, la Norvège, la Pologne, la Roumanie, la Sarre, la Suède et la Tchécoslovaquie.

Le Congrès tint ses assises dans une salle de l'Hôtel de Ville. La municipalité avait organisé des réceptions de la manière la plus bourgeoise. Les drapeaux français, anglais, belges, ainsi que ceux des autres pays représentés, avaient remplacé l'emblème rouge du prolétariat. Les flics, en grande tenue et en gants blancs, rendaient les honneurs à l'entrée de la salle.

Les discours d'ouverture furent prononcés par Peter Lee, président de la F.I.; Salengro, député-maire de Lille ; Decostère, secrétaire de l'U.D. Confédérée du Nord; et Vigne, secrétaire de la Fédération nationale des Mineurs. Ce furent les habituels souhaits de bienvenue.

Du discours de Lee, retenons quelques passages intéressants, en ce qui concerne le B.I.T. et la S.D.N. Après avoir rappelé les promesses faites en 1918 par les gouvernements de tous les pays, lorsque le danger planait sur leurs têtes, il déclare : « *On nous a donné la Société des Nations, le Bureau International du Travail qui ne nous ont amené que des déceptions* (1) ». Et à l'appui de ses dires, Lee cite les grandes œuvres que l'on espérait voir réaliser par ces institutions, tant pour la corporation minière que pour les travailleurs en général, et qui n'ont jamais eu de suite. Qui n'en auront, d'ailleurs, jamais, tant que les travailleurs ne les auront pas imposées par leur force.

Aveu de taille, que celui-là. Désapprobation complète de la politique pratiquée jusqu'ici par le syndicalisme réformiste. Aveu qui ne réjouira pas Jouhaux, lui, qui à chaque Congrès de la C.G.T., vante les « réalisations » des organismes de Genève.

Lee termina son discours par ces mots : « *Le B.I.T. sera un excellent instrument de progrès social quand les peuples se gouverneront eux-mêmes.* »

Or, c'est là ce que les syndicalistes révolutionnaires ont toujours prétendu. Tant que le B.I.T. et la S.D.N. seront des organismes constitués par des Etats capitalistes, ils ne pourront travailler que dans l'intérêt de la classe possédante. Ce n'est que le jour où le prolétariat aura pris le pouvoir que des organismes de cet ordre pourront répondre à leur véritable fonction.

L'unité syndicale

Une délégation du Comité International des Mineurs, adhérent à l'Internationale Syndicale Rouge, se présenta dès l'ouverture du Congrès; n'ayant pu être reçue, elle envoya une lettre dans laquelle elle proposait « la constitution d'une internationale unique des travailleurs du sous-sol », à la mode stalinienne, bien entendu.

Sans aucune discussion, en l'espace de quelques minutes, et sur la proposition de Delattre, secrétaire de la Fédération et député du Borinage, la réponse suivante fut adoptée à l'unanimité :

« *L'Internationale des Mineurs a toujours été favorable à l'union complète des mineurs, comme à celle de tous les travailleurs, mais les militants communistes ont rendu cette union impossible par leur incompréhension du mouvement syndical moderne et leur pratique de l'injure.*

« *Néanmoins, l'Internationale est encore favorable au front unique, mais c'est par la base qu'il doit se réaliser, par la rentrée des travailleurs au sein de nos organisations, dont l'autorité et la puissance sont incontestables.*

« *Aujourd'hui, cette union est moralement facilitée par la politique du gouvernement communiste de Russie, directeur du mouvement ouvrier communiste international, à l'égard des institutions de Genève.*

« *Le changement d'attitude que cette politique comporte constitue un aveu des erreurs commises par les dirigeants communistes, qui devrait les inciter à comprendre que le seul moyen de réaliser le front unique est celui que nous rappelons plus haut.* »

Au moment où l'unité syndicale est en bonne voie de réalisation dans de nombreuses corporations, où partout des tentatives de rapprochement sont faites, il est regrettable que le Congrès ait cru devoir envoyer une réponse aussi brutale. Certes, les unitaires commirent d'énormes fautes, et nous ne sommes pas les derniers à le proclamer, mais les réformistes en commirent bien d'autres, et non des moindres.

Le meilleur moyen de préparer les esprits à l'unité n'est pas de se jeter continuellement ses fautes à la tête. Il faut les oublier, passer l'éponge sur le passé et se promettre de travailler dans l'intérêt unique du prolétariat.

Le rapport moral

A l'ouverture de la séance de l'après-midi, le secrétaire de la fédération, Achille Delattre, présenta le rapport moral. Il brossa tout d'abord un tableau du travail accompli à la fédération depuis le Congrès de Londres, en Septembre 1932.

Il aborde ensuite la question de la crise. Il fait ressortir les effets de la dépression économique dans l'industrie minière. Il cite les chiffres de 1930, puis ceux de 1933 (2), qui sont :

Pour l'Allemagne, 142.699 millions de tonnes de charbon produit en 1930, 109.920 en 1933; la France, 67.120 et 46.860 ; la Pologne, 37.492 et 27.836 ; l'Angleterre, 247.796 et 210.300; la Belgique, 27.415 et 25.280; etc., etc...

Le nombre des ouvriers a également diminué dans de formidables proportions. Voici le nombre de ceux employés en 1930 d'abord, et en 1933 ensuite :

Allemagne: 435.848 et 285.100 ; France: 299.457 et 248.958; Sarre: 55.847 et 43.077; Angleterre: 853.000 et 734.406 ; Pays-Bas: 37.553 et 34.885 ; Tchécoslovaquie: 98.229 et 72.723; Belgique: 155.109 et 134.479; Pologne: 81.498 et 46.647.

Par suite de la victoire du fascisme en Allemagne et en Autriche, 188.000 mineurs allemands et 4.500 autrichiens se sont retirés de la fédération, mais 7.848 nouveaux

(1) C'est ce que le *Populaire* du 7 Août a appelé un « chaleureux éloge ».

(2) Tous ces chiffres sont officiels, c'est-à-dire sujets à caution.

membres sont venus de Belgique, 350.000 des Etats-Unis et 15.000 de la Sarre. Les effectifs de la Fédération sont passés de 1.421.186 en 1932, à 1.605.039 en 1934.

Le plan Roosevelt

Delattre examine ensuite les divers événements internationaux, notamment ceux d'Allemagne, d'Autriche et des Etats-Unis. Pour ce dernier pays, Delattre déclare:

« Quant au troisième événement important, il est dépendant de la politique audacieuse menée aux Etats-Unis par le président Roosevelt. Il s'agit ici d'un événement heureux: la situation des mineurs a été considérablement améliorée; de nombreux contrats collectifs ont été conclus et les organisations syndicales ont gagné de nombreux membres. »

Il conclut: *« Ainsi, un grand pays d'outre-mer, les Etats-Unis, a tenté un renouveau économique et social, qui pourra constituer un exemple pour les autres Etats. Puisse-t-il réussir et éclairer le monde d'un éclatant jour nouveau. »*

Dans son ardeur à glorifier l'œuvre de Roosevelt, Delattre en arrive à oublier complètement les luttes menées par les travailleurs américains en général, et les mineurs en particulier, pour la conquête de meilleures conditions de vie, pour l'augmentation de leurs misérables salaires. Il passa complètement sous silence les grandes grèves menées ces derniers temps par les mineurs de Pensylvanie et de l'Alabama.

La *Révolution Prolétarienne* a déjà publié suffisamment d'études sur la N.R.A. pour qu'il soit inutile de répondre ici aux affirmations de Delattre. Rappelons seulement à quoi aboutit la réduction des heures de travail: à la diminution du pouvoir d'achat de l'ouvrier.

Delattre termine son rapport en affirmant sa foi en l'avenir du syndicalisme, — révolutionnaire, ajoutons-nous.

Interviennent sur le rapport moral, un délégué de Suisse et Coine, des mineurs du Pas-de-Calais. Ce dernier s'élève contre le manque de coordination dans l'action de la Fédération. Il termine en proposant l'organisation d'une grève internationale de 24 heures. Puis, le rapport moral est adopté sans opposition.

La journée de 6 heures

C'est Jouhaux, secrétaire de la C.G.T., qui, au nom de la Fédération Internationale Syndicale, ouvre la deuxième journée du Congrès. Il le fait dans un discours bref, dans lequel il déclare:

« Les remèdes " nationaux " ne peuvent être qu'inefficaces. Vous êtes le point " géométrique " sur lequel portent les conséquences de l'évolution humaine. Il est bien certain que, si le monde ouvrier ne savait résoudre les problèmes posés par votre corporation, il démontrerait son impuissance à résoudre tous les problèmes posés par le progrès. »

Puis, c'est à Pierre Vigne qu'échoit la tâche de présenter le rapport sur la durée du travail dans les mines. Il le fait dans un rapport riche en enseignements et où les chiffres abondent.

Il retrace tout d'abord le développement de la crise dans la corporation minière, depuis 1925. Pour parer au chômage, certains pays ont pris des mesures de protection de leur industrie. Les voisins les ont imités. Mais la crise s'aggravant toujours, chaque pays accentue de plus en plus ses mesures de protection. C'est le cercle vicieux du régime capitaliste.

Vigne déclare ensuite:

« La réduction de la durée du travail à 7 heures se justifie par l'augmentation importante du rendement individuel, par le développement technique apporté dans le travail dans les mines. »

Et à l'appui de ses dires, il cite les statistiques suivantes sur la production du charbon par ouvrier et par jour :

ALLEMAGNE: 1913, 943 kilogs; 1930, 1358 k,; 1933, 1.700 k.
ANGLETERRE: 1913, 1032 kilogs; 1930, 1098 k.; 1933, 1.120 k.
POLOGNE: 1913, 1202 kilogs; 1930, 1348 k.; 1933, 1950 k.
FRANCE: 1913, 701 kilogs; 1931, 721 k.; 1932, 786 k.; [1933, 855 k.
BELGIQUE: 1913, 538 kilogs; 1929, 576 k.; 1930, 575 k.; [1931, 591 k.; 1932, 611 k.; 1933, 707 k.

Ayant ainsi démontré la légitimité de la réduction des heures de travail, Vigne étudie les moyens d'aboutir à ce résultat. Il demande de donner à l'Internationale les *« moyens susceptibles d'entreprendre à son tour une propagande de nature à coordonner les efforts de chacune des centrales nationales. Ces directives pourraient se résumer comme suit : Coordination de l'action internationale en rappelant à chacune des sections affiliées les décisions arrêtées par les congrès internationaux, en envisageant des actions d'ensemble dont le Comité Exécutif aurait pour charge de fixer les modalités. »*

Vigne termine son rapport en espérant que le Congrès de Lille prendra la ferme décision de tout mettre en œuvre pour aboutir à un résultat dans le plus bref délai.

Une longue discussion s'engage ensuite. C'est Edwards, délégué britannique, qui prend le premier la parole. Il le fait en raison de l'allusion faite par Vigne au sujet des mineurs anglais qui n'auraient pas montré assez d'activité pour suivre les mouvements décidés par l'Internationale. Edwards déclare :

« Nous sommes prêts à déployer le maximum d'activité pour arriver à un résultat, mais nous refusons de participer à des manifestations internationales que nous estimons aussi pernicieuses qu'inutiles. A l'action d'ensemble internationale, nous préférons voir instaurer l'action nationale. »

On se demande, après cette déclaration, ce qu'il vient faire dans une Internationale. Certes, l'action nationale a ses qualités, car, comme le disait Liebnecht, « l'ennemi est chez nous », mais l'action internationale n'est pas à négliger. Et une grève internationale de 24 heures apporterait de grands résultats, comme le disait Coine.

C'est ensuite Schwartz, délégué sarrois, qui fait connaître que dans son pays la journée de 7 heures et demie est depuis 15 ans instaurée.

Après les interventions de Stanczick, délégué des mineurs polonais, et Haas, tchécoslovaque, la résolution suivante est adoptée :

« Le Congrès,

« Statuant sur la question des heures de travail dans les mines, approuve l'action du Comité Exécutif en vue de la ratification de la Convention de 1931 sur les heures de travail dans les mines.

« Blâme l'attitude des gouvernements et des patrons dont la tactique a consisté à entraver sans raisons réelles cette ratification.

« Pour marquer sa solidarité avec le mouvement syndical international, appuie la revendication de celui-ci tendant à l'établissement de la semaine de 40 heures pour tous les travailleurs.

« Invite le Comité Exécutif à continuer son action en vue de la ratification de la Convention de 1931, comme premier pas vers une réglementation internationale uniforme et contrôlée de la journée de travail dans les mines.

« Mais considérant que, depuis l'inscription de la journée de travail de 7 heures dans les mines au programme de revendications de l'Internationale des Mineurs, la technique et la rationalisation se sont développées, ce qui augmente considérablement la production et le danger pour les travailleurs,

« DÉCLARE REVENDIQUER LA JOURNÉE DE SIX HEURES, DESCENTE ET REMONTE COMPRISES.

« Invite le Comité Exécutif à prendre toutes mesures utiles en vue de la réalisation rapide de cette revendication. »

Le problème charbonnier

Edwards, secrétaire de la Fédération des Mineurs de Grande-Bretagne, traite dans son rapport du problème charbonnier mondial.

Le rapporteur montre la situation avant la guerre, et la considérable extension prise par la production charbonnière de 1886 à 1913. La guerre changea tout.

L'offre de houille dépassse de loin la demande, et les prix très bas contraignent les mineurs à travailler à de bas salaires et dans de mauvaises conditions.

Edwards voit comme solution à ce problème une réglementation internationale. Mais il avoue que l'on se heurte dans sa réalisation à d'énormes difficultés en raison des « divers intérêts » en présence.

Puis il déclare que, « *finalement, quoi qu'on puisse faire par une réglementation internationale pour supprimer la pression de la concurrence et pour améliorer la situation économique, et quoi qu'on puisse faire pour boucher la brèche existant entre la production et la vente en augmentant la consommation du charbon, selon toute probabilité, dans tous les pays, un nombre considérable de nos hommes resteront sans travail, à moins que des mesures spéciales ne soient prises pour résoudre le problème du chômage. Le développement considérable et progressif de la mécanisation les rend inévitables.* »

Les syndicalistes révolutionnaires ont toujours dit : pas de solution aux problèmes économiques, en régime capitaliste.

Après que Dethier, délégué belge, eut pris la parole pour montrer l'extension du machinisme, la résolution suivante fut votée:

« *Le Congrès International des Mineurs, réuni à Lille, attire de nouveau l'attention sur le caractère international du charbon.*

« *Affirme de nouveau qu'un accord international sur le volume de production, sur les prix et la répartition des marchés est essentiel pour le bien-être des travailleurs de la mine et pour l'industrie en Europe;*

« *Exprime sa déception que ceux qui ont charge de conduire l'industrie dans les différents pays, n'ont pas fait de progrès appréciables vers un pareil accord;*

« *Fait appel à la S.D.N. pour continuer l'étude de ce problème et élaborer le plus tôt possible des propositions d'un vaste accord économique entre les grands pays producteurs de charbon d'Europe.* »

La lutte contre la guerre et le fascisme

C'est Schwartz, délégué de la Sarre, qui présente au Congrès le rapport sur la lutte contre le fascisme et la guerre. Son rapport n'apporte rien de nouveau, et ne donne lieu à aucun débat intéressant. On a l'impression que les délégués se rendent compte de la faillite du syndicalisme réformiste, après la victoire du fascisme en Allemagne et en Autriche, mais qu'ils ne sont pas encore à la hauteur nécessaire pour envisager de nouvelles méthodes de lutte. Du rapport, détachons quelques passages:

« *Le fascisme est une organisation politique que crée le capitalisme moderne lorsqu'il parvient à son apogée, pour étrangler les organisations ouvrières.* »

« *Notre salut, nous ne l'attendons pas d'un être supérieur, d'un dieu, d'un empereur, ni d'un tribun. Nous sauver de la misère ne peut être que notre propre œuvre.* »

En conclusion du débat, après une intervention toute sentimentale de Cadot, sénateur, président du Syndicat des Mineurs du Pas-de-Calais, une résolution fut adoptée, qui n'est que la répétition des « tirades » habituelles sur la guerre et le fascisme. Aucun moyen de lutte concret ne fut préconisé pour combattre ces fléaux. Ce n'est pourtant pas à coup de résolutions que l'on vaincra le fascisme.

Les maladies professionnelles

Un dernier rapport est présenté par Van De Bilt (Pays-Bas), sur les maladies professionnelles. Ce rapport constate que certaines affections ont déjà été reconnues et classées parmi les maladies professionnelles et il réclame la généralisation de la mesure, ainsi qu'une réglementation uniforme tant en ce qui concerne la réparation des maladies que les mesures tendant à les prévenir. En conclusion:

« *Le Congrès décide d'engager les sections affiliées à la Fédération Internationale des Mineurs à insister auprès des gouvernements de leurs pays respectifs pour qu'ils reconnaissent les maladies professionnelles des mineurs comme accidents indirects du travail et, comme tels, les admettent à l'assurance-accidents;*

« *Invite le Comité Exécutif de l'Internationale des Mineurs, afin de créer une réglementation uniforme des mesures à prendre, à se mettre, à cet effet, en rapport avec la direction du B.I.T., à Genève, en vue d'aboutir, le plus tôt possible, au but visé.* »

La dernière journée du Congrès fut consacrée à l'examen de la situation financière, puis au renouvellement du Comité Exécutif et du Bureau. Vigne, secrétaire de la Fédération Française des Mineurs, fut élu président de l'Internationale, en remplacement de Lee, démissionnaire. Après les discours de Delattre, Lee et Vigne, les débats furent clos.

Impressions personnelles

Au moment où le Syndicat National des Instituteurs entrait résolument dans la voie du syndicalisme révolutionnaire, le contraste est frappant entre les résolutions votées par ce dernier et celles sorties des travaux du XXXIIe Congrès de la Fédération Internationale des Mineurs. Dans l'un, c'était l'enthousiasme qui régnait; dans l'autre, c'était la torpeur démoralisante. L'un voyait l'avenir s'ouvrir sur de nouveaux horizons; l'autre assistait à la faillite d'une méthode.

Dans la période si grave que nous traversons, les représentants de la corporation la plus cruellement atteinte par la crise, ne semblent pas encore vouloir s'élever au-dessus des solutions paresseuses. Ils ne voient de solution à tous les problèmes économiques que par d'illusoires réformes. En aucun moment, dans leur Congrès, ils n'ont envisagé le seul remède efficace : la transformation sociale du régime.

Les « gueules-noires » s'apercevront bientôt, avant qu'il ne soit trop tard, espérons-le, que l'avenir n'appartient pas à ceux qui ont recours aux « petits moyens », mais à ceux qui vont de l'avant, vers les solutions hardies, c'est-à-dire aux syndicalistes révolutionnaires.

Contrairement au Congrès des instituteurs, celui des mineurs ne fera pas date dans l'histoire du mouvement syndical.

Marcel GRUSON.

Une résolution que le "Peuple" n'a pas publiée

Dans sa séance du 27 juin, le Comité général de l'Union des Syndicats confédérés de la Région Parisienne, a voté la résolution suivante, que le *Peuple* n'a pas publiée :

« *Le Comité général de l'Union des Syndicats confédérés de la Région parisienne demande à la C.A. de la C.G.T. de convoquer le plus rapidement possible un Comité national, lequel devra,* après avoir discuté avec la C.G.T.U. et les organisations autonomes, *fixer pratiquement les modalités de fusion à la base, le rythme des congrès de fédérations et la date du congrès confédéral extraordinaire qui fixera l'orientation de la C.G.T. reconstituée et désignera les organismes de direction.* »

C'est sans doute parce que la C.G.T. a rompu les pourparlers avec la C.G.T.U. qu'elle n'a pas cru utile de publier, dans son organe officiel, cette résolution de la plus importante de ses Unions de Syndicats !

Nestor Makhno est mort

C'est une grande figure révolutionnaire qui vient de disparaître. Makhno ! Ce nom évoque tout un épisode tragique et glorieux de l'histoire révolutionnaire : la lutte héroïque des paysans ukrainiens pour briser le front contre-révolutionnaire des Petlioura, des Dénikine, des Wrangel et pour donner à la révolution d'octobre son vrai sens : la prise du pouvoir, non par un parti politique, mais par les travailleurs eux-mêmes. Makhno était resté le vivant symbole de ce mouvement de libération des masses paysannes après en avoir été l'âme.

A 19 ans condamné à mort

Dès la plus tendre enfance, ce fils de paysans pauvres avait ressenti profondément en lui-même les souffrances de la population paysanne de la riche Ukraine, réduite à un sort misérable par le tsarisme. Pâtre à 7 ans, garçon de ferme à 12, il n'avait guère eu le temps d'aller à l'école, mais il haïssait de tout son cœur les paysans riches. En 1905, à seize ans, il prend une part active aux événements. En 1908, il est condamné à la pendaison pour terrorisme mais, en raison de sa jeunesse, sa peine est commuée en travaux forcés à perpétuité. L'insurrection de mars 1907 le libère et il retourne aussitôt à Goulaï-Polé, son village natal situé dans le sud de l'Ukraine. Cette fois il n'est pas seulement guidé par un instinctif sentiment de révolte; pendant ces neuf années de réclusion il a réfléchi sur la question sociale, il s'est instruit également et c'est riche de tout un bagage de connaissances nouvelles qu'il revient à Goulaï-Polé. Son premier soin est de fonder un syndicat des ouvriers agricoles et d'organiser un soviet local de paysans qui procède à la répartition des terres en laissant aux propriétaires et aux paysans riches une part égale à celle des laboureurs. Mais survient Brest-Litovsk et l'Ukraine est occupée par les austro-allemands qui se ruent littéralement sur la malheureuse province en se livrant à des actes de violence inouis et à un pillage éhonté. Au détriment des travailleurs bien entendu, car ils s'empressent en même temps de rétablir le pouvoir des nobles et des agrariens et d'installer le gouvernement de l'hetman Skoropadsky. Dès lors le brigandage militaire s'allie à la réaction féroce des agrariens et c'est, en peu de temps, l'anéantissement de toutes les conquêtes révolutionnaires.

La lutte contre Skoropadsky

Makhno organise alors des bataillons de paysans et d'ouvriers pour engager une lutte énergique contre l'hetman. Nombre de groupes de partisans que la répression des austro-allemands et de Skoropadsky avait fait naître en Ukraine, se joignent au détachement makhnoviste qui ne tarde pas à devenir le centre de ralliement des masses paysannes insurgées. L'unification des détachements s'opérait spontanément par l'attraction exercée par les dons remarquables de chef militaire, le courage indomptable et l'endurance dont faisait preuve Makhno qu'on ne nomma bientôt plus que le « Batko » (le chef, littéralement : le père). Même les paysans qui ne s'enrôlaient pas dans les troupes makhnovistes entouraient celles-ci de leur sympathie et de leur sollicitude, les ravitaillant en vivres, en chevaux, en fourrage, leur fournissant des renseignements précieux. C'est que les paysans pauvres avaient compris que ce mouvement était le leur, que la lutte entreprise par Makhno n'avait pas seulement un but de défense, mais se proposait l'anéantissement total de la contre-révolution des agrariens. Ainsi le « Batko » faisait des paysans ukrainiens une force révolutionnaire réellement organisée.

L'alliance avec les bolchevicks

En 1918, après la chute de l'hetman Skoropadsky, et lorsque s'établit le gouvernement autonomiste bourgeois de Petlioura, le sud de l'Ukraine resta, autour de Makhno, irréductible et continua la lutte révolutionnaire. C'est alors que firent leur apparition en Ukraine les bolcheviks qui offrirent à Makhno le commandement des détachements de l'armée rouge contre Petlioura. A ce moment les chefs bolchevicks n'avaient que des louanges pour Makhno qu'ils espéraient incorporer avec ses troupes dans l'armée rouge. Mais le « Batko », à la tête d'une armée révolutionnaire insurrectionnelle, basée sur le volontariat, l'élection des officiers, l'auto-discipline et ayant ses racines profondes dans les masses paysannes avec lesquelles elle poursuivait un but commun, refusa de faire de cette force vive de la révolution paysanne le rouage de l'armée d'un parti dont il aurait été lui-même le fonctionnaire. Une entente fut conclue laissant à l'armée makhnoviste son autonomie. Le péril représenté par l'avance de Dénikine, incitait les bolchevicks à ne pas se montrer trop intransigeants. Mais, dès ce jour, ils commencèrent une campagne de dénigrement systématique contre le mouvement makhnoviste et son chef, ne reculant pas devant l'emploi des plus viles calomnies. Cependant, par crainte de l'influence de Makhno sur les masses paysannes et aussi parce qu'ils avaient besoin de ce chef militaire redoutable pour combattre Dénikine, Grigorieff et Wrangel, ils menaient un double jeu, en lui faisant bonne mine en face et en lui tirant dans le dos aussitôt qu'ils pouvaient se passer de son appui. Afin d'éviter une lutte qui menaçait de dégénérer au profit de la contre-révolution, Makhno décida même un moment d'abandonner le commandement de ses troupes pour laisser la place à l'armée rouge. Mais celle-ci reculant devant Dénikine, Makhno, dernier espoir des masses paysannes, fut rappelé. Dans une attaque qui tint du prodige, il mit en déroute Dénikine, précipitant ainsi la débacle finale de celui-ci.

Pour remercier Makhno de leur avoir déblayé le terrain, les bolchevicks inquiets de la popularité du « Batko » et du dévouement fanatique que lui témoignaient les paysans, firent marcher contre lui des troupes lettonnes et chinoises, car au cours des combats, trop de soldats russes de l'armée rouge passaient dans les rangs des makhnovistes.

Les bolchevicks ne se décidèrent à conclure une

trêve et même une nouvelle alliance avec Makhno que sous la menace de l'invasion de Wrangel. Mais, aussitôt celui-ci repoussé en Crimée, ils massacrèrent une partie de l'armée victorieuse des makhnovistes qui l'y avait poursuivi.

Couvert de blessures, ayant perdu au cours de ces trois années de lutte ininterrompue (1918-1921) 90 % de ses troupes, Makhno passa la frontière et arriva en Pologne où il fut presque aussitôt arrêté, accusé d'avoir fomenté un soulèvement en Galicie d'accord avec les bolchevicks.

Ce que fut la makhnovistchina

Trois ans durant, la makhnovistchina (le mouvement makhnoviste) avait soutenu une lutte de titan contre toutes les forces de la réaction qui, simultanément ou tour à tour, avaient menacé l'Ukraine et,finalement, après les avoir repoussées, elle succombait sous les coups perfides du pouvoir bolchevick auquel ce mouvement de classe, original et indépendant, portait ombrage. Trois ans durant, ce n'est que grâce à leur foi révolutionnaire, à leur ténacité, à leur tactique hardie, à une promptitude d'action qui les rendaient insaisissables, que les makhnovistes purent tenir tête à des corps d'armée souvent dix fois plus nombreux. Emportés au galop de leurs chevaux par des chemins impraticables à tous autres, surgissant tout à coup à l'improviste, ou déjouant par des ruses audacieuses la force organisée des blancs, ils étaient la terreur des chefs d'armée contre-révolutionnaires et l'espoir des paysans. Makhno lui-même, ce paysan dont les qualités de chef militaire remplissaient de stupéfaction ses adversaires sortis des écoles de guerre, intrépide, payant constamment de sa personne, toujours à la tête de ses troupes même gravement blessé, était devenu un véritable objet d'adoration pour les foules paysannes ukrainiennes qui voyaient en lui un héros.

Cette épopée héroïque qui devait donner naissance à une véritable légende dans les campagnes ukrainiennes, devait également donner lieu aux plus infâmes calomnies. On parla de « bande de pillards », de pogromistes ; on accusa Makhno, l'ennemi le plus acharné de la contre-révolution et des agrariens, d'avoir pactisé avec Wrangel, Petlioura, Dénikine, d'être un agent des « Koulaks » ! De telles calomnies ne déshonorent que ceux qui les ont lancées en sachant pertinemment que ce n'étaient que de grossiers mensonges, mais dans l'espoir de discréditer un homme qui, par sa bravoure, ses talents militaires et son désintéressement à la cause révolutionnaire, s'était acquis un prestige peu commun.

Tous les compagnons de lutte survivants de Makhno ont, depuis longtemps, fait justice de ces calomnies. Dans les principes qui guidaient le « Batko », il n'y avait pas de place pour les préjugés nationalistes ou religieux. Il fut impitoyable pour l'antisémite Grigorieff comme pour tous ceux qui, parmi ses propres troupes, se livrèrent à des actes contraires aux seules fins d'émancipation révolutionnaire que la makhnovstchina poursuivait Il fournit lui-mêmes des armes et des munitions aux Juifs des colonies voisines de la mer d'Azov pour qu'ils constituent des milices d'autodéfense contre les persécutions des antisémites. Au reste, une batterie de son armée était desservie uniquement par des artilleurs juifs, et très nombreux étaient les israélites qui l'entouraient. Cette accusation d'antisémitisme est complètement ridicule. Les autres ne le sont pas moins. Makhno faisait exécuter tous ceux qui se laissaient aller au pillage ou à des excès quelconques dans un but d'intérêt personnel. Quand, en 1929, ses troupes repoussèrent Dénikine vers la mer d'Azov, elles s'emparèrent de 100 wagons de blé. Le premier soin de Makhno fut d'expédier ces provisions aux populations affamées de Pétrograd et de Moscou, donnant ainsi un magnifique exemple de solidarité révolutionnaire.

Défenseur des paysans pauvres, Makhno ne supportait pas qu'on leur fît le moindre tort. Par contre, il était impitoyable pour les ennemis des masses travailleuses, les contre-révolutionnaires et les agrariens. Ceux-là, quand ils tombaient entre les mains des makhnovistes n'avaient pas de grâce à espérer. Quand il avait fait des prisonniers, Makhno rendait la liberté aux soldats en les exhortant à embrasser la cause de la révolution qui était la leur, mais il faisait passer invariablement leurs chefs par les armes. De là cette haine farouche de tous les milieux contre-révolutionnaires contre le «bandit» Makhno dont ils avaient mis la tête à prix. De là aussi ces histoires sur les « atrocités makhnovistes », que bien des gens de bonne foi acceptèrent ensuite les yeux fermés.

Il est bien certain que tous ces combats sans merci étaient sanglants comme tous les combats, mais ceux-là au moins se poursuivaient dans un strict esprit de fidélité aux intérêts de la classe travailleuse, pour la réalisation intégrale et sans réserve du mot d'ordre d'octobre : « La terre aux paysans, l'usine aux ouvriers ». Sans doute le mouvement makhnoviste a-t-il souffert aussi du fait des circonstances qui le contraignirent à être presque exclusivement un mouvement militaire. Les Soviets créés sous son impulsion en Ukraine et qui étaient des conseils d'ouvriers et de paysans au sens propre du mot, trouvaient, dans cet état de guerre perpétuel, un obstacle à leur fonctionnement normal et devaient surtout se préoccuper de questions d'ordre militaire. En tout cas, il est indéniable que, puisant son inspiration dans les masses paysannes et se donnant pour but la libération politique et économique des travailleurs, le mouvement makhnoviste ne fut pas que l'aventure sanglante de francs-tireurs que d'aucuns ont voulu voir.

De formation anarchiste, mais s'inspirant plus de la réalité vivante que d'une tradition faite de formules mortes, Makhno ne se perdit jamais dans les chimères et les utopies, pris tout entier qu'il était par le mouvement révolutionnaire des masses. Homme d'action avant tout, il ne reculait pas devant les nécessités que celle-ci réclame ; l'organisation, la discipline, la responsabilité collective étaient pour lui les premières conditions de la lutte révolutionnaire.

Homme d'action, il est mort, usé autant par l'inaction que par la maladie — la tuberculose, acquise jadis au temps du tsar dans les cachots de la prison de Boutirki — après dix ans d'une agonie morale et physique plus tragique que les heures les plus tragiques de sa vie militante sur le front de la révolution ukrainienne.

Lucile Pelletier.

La renaissance du syndicalisme

Les voiles se déchirent

A M. Berthod "proudhonien"

Les situations ont leur logique et elles sont plus fortes que les hommes. C'est M. Aimé Berthod qui, sommé d'agir par la presse réactionnaire, intente des poursuites aux instituteurs. C'est un demi-universitaire de carrière qui transforme les Inspecteurs d'Académie en politiciens chargés d'interroger des hommes libres accusés du délit d'opinion.

Il n'est pas mauvais d'être vieux et d'avoir la mémoire longue. M. Berthod est un homme de mon âge qui, à peine sorti de la rue d'Ulm, se poussa dans le monde universitaire par le canal de *la Revue de Métaphysique et de Morale*. Comme beaucoup de ses collègues, il avait subi l'influence de Herr, de Rauch. Mais il avait l'ambition d'être quelque chose. Tout en se déclarant proudhonien, il se lançait comme « jeune laïque », sachant bien que c'était le meilleur moyen de décrocher un siège de député et un portefeuille de ministre. Car c'est là, en tout et pour tout, la fameuse République des professeurs. Un recueil de vanités et de trahisons.

Quand un universitaire a dit adieu à ses idées de jeunesse, il n'a rien de plus pressé que de se retourner contre les humbles qui l'ont porté au pouvoir et sont restés ce qu'ils étaient. Les instituteurs sont devenus les bêtes noires d'un Herriot ou d'un Berthod, pires en cela que Léon Bérard qui, lui, rendait du moins hommage à ses victimes.

La lutte engagée contre le personnel enseignant par MM. Herriot et Berthod dessillera bien des yeux. A cet égard, on souhaiterait presque que des sanctions soient prises contre nos camarades, — nos bons camarades du S.N. Et cependant il se pose à leur sujet une question qui les dépasse et qui a trait à la liberté de l'instituteur hors de sa classe.

Un des grands bienfaits de la fusion entre unitaires et confédérés, sera l'apport révolutionnaire jusque dans les plus petites questions corporatives. Ouverte ou cachée, la lutte contre le pouvoir bourgeois doit être implacable et adroite. La longue expérience des unitaires permettra de lui imprimer ce double caractère.

En premier lieu, pas de duperie. « Respecter cette légalité (bourgeoise), c'est en être dupe. La dédaigner ne serait d'ailleurs pas moins funeste. Ses avantages pour le mouvement ouvrier sont d'autant plus réels qu'on en est moins dupe. Le droit à l'existence et à l'action légale est, pour les organisations du prolétariat, à reconquérir et à étendre sans cesse ».

Ces belles et fermes remarques de Victor Serge s'appliquent mot pour mot aux instituteurs. Je ne sais ce que feront nos *frères* du S.N. ; — je dis : *frères*, car notre devoir est de voler à leur secours et de marcher au canon, — ils seront peut-être pris de court par l'offensive gouvernementale. Mais en songeant à l'avenir, j'estime que le devoir révolutionnaire, le devoir juridique destiné à affermir notre droit, est de refuser de répondre aux questions des administrateurs (1).

Hors de sa classe, l'instituteur relève du droit commun. Purement et simplement. Quand il s'agit de sa vie sociale l'instituteur syndiqué est responsable devant la classe ouvrière seulement. C'est au sein de sa Centrale qu'il a des juges. Il ne doit aucun compte de sa vie corporative aux chefs que lui a imposés la classe ennemie. Il est un citoyen comme un autre et c'est à un élargissement de son droit qu'il doit songer.

On me dira que ce refus de répondre amènera nos collègues à comparaître devant les conseils départementaux. Il se peut. Mais c'est justement sur ce terrain que l'action mérite d'être poursuivie avec la plus grande énergie.

La lutte sur le terrain administratif est pénible ; on se dépense pour un résultat qui paraît mince. C'est cependant une lutte nécessaire et efficace qui permet de poursuivre l'adversaire presque dans ses derniers retranchements. Elle lui arrache son masque de sérénité et d'impartialité. Justement parce que le débat se prolonge, il est possible d'opiniâtrer la lutte et de décider les hésitants. Nous aurons sous peu des élections au Conseil départemental. La répression gouvernementale doit nous permettre d'intensifier notre agitation en faveur de nos droits.

En ce moment, comme disait Proudhon (qui ne devait, d'ailleurs, pas tarder d'être poursuivi) « *la réaction est au complet, organisée dans les facultés de l'être social et gardant toutes les issues. Elle dit à la Liberté, à la Justice, au Travail, à la Science, à la Poésie, à l'Histoire, à l'Algèbre : Montrez votre certificat d'orthodoxie, sinon on ne passe pas.* »

Tous les voiles se déchirent et, comme sous l'Empire, il n'est plus question que de montrer son certificat d'orthodoxie bourgeoise et capitaliste. Tant mieux. Et le plus beau c'est que c'est un ex-proudhonien qui exige ce certificat car « *il ne faut pas que le professeur, en France, parle plus haut que sa chaire, à moins que ce ne soit pour dire du bien de M. Tartuffe et louer le gouvernement* » (2).

A. V. J.

(1) Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que telle est en effet l'attitude que le S.N. recommande de suivre. (N.D.L.R.).

(2) Proudhon : *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise.*

Pourquoi la C. G. T. renâcle à l'unité ?

On a l'impression que l'état-major de la C.G.T. a de plus en plus peur de l'unité. Au lieu de se réjouir des instructions que Moscou vient de donner au Parti communiste, lui enjoignant de réaliser à tout prix l'unité syndicale, nos chefs confédérés ne peuvent, au contraire, cacher leur mauvaise humeur.

Jouhaux déclare au Congrès des Cheminots :

« Nous assistons à une offensive dont le mot d'ordre ne vient pas de la rue Lafayette ou de la rue Grange-aux-Belles, mais de beaucoup plus loin ».

Et le Peuple publie une série d'articles suant une frousse intense de l'unité.

En les lisant, on ne peut s'empêcher de se demander si leurs auteurs ne regrettent pas l'existence de la motion de Japy !

Que disait cette motion ?

« Le congrès recommande instamment aux syndicats, aux « unions départementales et aux fédérations nationales « d'industrie de s'attacher avec plus de volonté encore à « créer une atmosphère d'apaisement et de réconciliation.

« Il leur demande DE NE POSER AUCUNE CONDITION à la « rentrée dans le sein de la Confédération générale du « Travail et leur laisse toute latitude pour ce qui concerne « l'application de leurs statuts. »

Aujourd'hui on trouve les communistes indésirables dans les syndicats. On conditionne l'unité syndicale à l'unité politique, tout en se réclamant de la Charte d'Amiens. On rappelle une motion dans laquelle il est demandé « de ne poser aucune condition à la rentrée dans la C.G.T. » *et on ne fait que ça :* POSER DES CONDITIONS. *Mieux, la C.A. de la C.G.T. refuse de causer avec une délégation de la C.G.T.U.*

Et cependant les communistes ne sont ni meilleurs ni pires qu'en 1931. Alors ?

Nous disons, nous, que le danger communiste n'est qu'un prétexte, comme la motion de Japy n'était qu'une habileté.

Quand on fit voter cette motion, il n'y avait pas à craindre que la C.G.T.U. en fasse son profit. L'hystérie bolchévique était à son comble. Moscou avait besoin de la division ouvrière, ne fût-ce que pour avoir la peau d'un syndicalisme révolutionnaire qui s'acharnait à ne pas vouloir mourir.

Il était dans l'esprit de tous qu'il y aurait toujours une C.G.T. communiste, même s'il ne restait plus comme adhérents que ses propres fonctionnaires. Personne ne pouvait supposer en 1931 qu'elle pourrait être liquidée un jour par le gouvernement russe.

Aussi ne risquait-on rien à proposer l'unité. Non seulement on ne risquait rien, mais on faisait deux excellentes opérations : on torpillait le Comité des « 22 » et on faisait apparaître les communistes comme les seuls adversaires de l'unité syndicale.

Ainsi, grâce à Moscou et à son habileté, la C.G.T. allait enfin pouvoir s'installer définitivement dans le réformisme et attendre de pied ferme les mécontents de la maison d'en face sans la moindre appréhension.

L'opération avait parfaitement réussie et rien n'aurait gêné la politique du bureau confédéral, si le fascisme n'était apparu au gouvernement russe comme susceptible de gêner sa politique extérieure. D'où l'obligation pour Moscou de déclencher l'« offensive » dont Jouhaux se plaint. Japy n'était donc qu'une manœuvre qui se retourne aujourd'hui contre ses auteurs.

Quant au péril communiste, à qui fera-t-on croire que 200.000 unitaires, en supposant ce qui n'est pas, qu'ils soient tous 100 %, pourraient faire la loi à 800.000 confédérés?

Et puis il faut compter avec la détente consécutive à une discipline trop longtemps acceptée, souvent à son corps défendant. Le contact permanent avec les copains, adversaires d'hier, fera apparaître la vanité des formules trop sectaires. Le travail constructif qui sortira de la lutte en commun gênera sérieusement celui des fractions.

La vérité c'est que l'état-major confédéral craint que de la réunion de tous les tronçons organisés de la classe ouvrière française ne sorte une organisation dont il ne serait plus le maître.

Pensez à l'effet que produirait dans les esprits la nouvelle que la C.G.T., la C.G.T.U., la C.G.T.S.R., la Fédération autonome des fonctionnaires, les syndicats autonomes du Bâtiment de Lyon, etc., décident qu'un congrès extraordinaire de fusion va se tenir, que l'unité syndicale va enfin se réaliser en France ?

Tous les journaux corporatifs reprenant en chœur la bonne nouvelle, vous rendez-vous compte de l'enthousiasme qu'elle soulèverait dans le pays ?

Non seulement les pêcheurs à la ligne — à qui il sera beaucoup pardonné — rougiraient d'avoir eu un moment de défaillance, d'avoir douté un moment de leur classe, mais les inorganisés jusqu'ici tirés à hue et à dia, viendraient nombreux à l'organisation, en raison des circonstances actuelles.

Et quand les ouvriers auront pris conscience de la force que donne l'unité, quand ils verront que tous les coups reçus depuis quelques années, toutes les diminutions de salaires subies, c'est à la scission qu'ils les doivent, ils ne la pardonneront pas à ceux qui sont les principaux artisans de leurs malheurs.

Fini alors le fonctionnarisme inamovible !

Fini le syndicalisme de guerre et ses compromissions !

Finie la mise en tutelle par les partis et les gouvernements !

L'unité reconstituée sonnera le glas du réformisme et annoncera la renaissance du syndicalisme révolutionnaire.

Le retour à l'organisation des travailleurs de l'industrie privée, qui constituent la véritable force révolutionnaire de ce pays, redonnera au syndicalisme français tout son caractère ; le souci de l'indépendance, la pratique de l'action directe sont surtout des vertus propres à l'ouvrier.

Si les expériences criminelles du Parti communiste l'ont dégoûté de la C.G.T.U., le B.I.T. et le Conseil national économique l'ont dégoûté de la C.G.T.

Ce ne sont pas là des armes capables de lutter victorieusement contre le fascisme et contre la guerre. Avec son instinct puissant de classe, l'ouvrier sait très bien que l'heure n'est pas aux tergiversations. Disparaître ou se battre ! Pour se battre, s'unir !

Or l'état-major confédéral ne veut pas de l'unité parce qu'il ne veut pas de la bataille !

Pierre BUSSEUIL.

Pas de syndicats uniques, des comités d'unité !

La menace fasciste du 6 février avait donné aux cheminots un premier avertissement du danger qui les menaçait. L'attaque violente contre leurs salaires, les multiples vexations dont ils sont quotidiennement l'objet depuis cette date, les ont rappelés définitivement à la réalité.

Ils se sont aperçus alors de l'inutilité des discussions académiques entre militants trop souvent gonflés de leur suffisance qui ne servaient qu'à diviser la masse travailleuse, qui se trouvait de ce fait, au moment décisif, désunie et désemparée. Les cheminots, aujourd'hui, veulent l'unité avec rage; ils l'auront; tant pis pour ceux qui ne l'auraient pas compris !

Et cependant, dans nos organisations qui semblent pourtant être à l'avant-garde du mouvement d'unité, nous constatons, de part et d'autre, des positions qui sont loin d'éclaircir la situation.

La Fédération Confédérée dit — après un congrès qui n'est nullement l'expression de l'état d'esprit des cheminots confédérés —: Rentrez dans la C.G.T. Proposition inélégante et injuste. Il ne s'agit pas de demander à nos camarades unitaires de rentrer en enfants prodigues, comme des gens qui se sont trompés. Non, car malgré sa gestion désastreuse, le mouvement unitaire représente une force qui reçoit encore l'appui d'un grand nombre de travailleurs.

La Fédération Unitaire dit: Créez des syndicats uniques, auxquels adhéreront les inorganisés, et ensuite, un congrès sanctionnera la fusion. Erreur profonde et dangereuse. En poussant à fond la logique des choses, si l'on est honnête de part et d'autre, le syndicat unique conduit à l'autonomie. Car, tout de même, je veux croire que nos camarades unitaires ont abandonné leur machiavélisme d'antan, et qu'ils n'envisagent pas de tenir pardessus la tête de l'organisation confédérée, un congrès de fusion entre syndicats unitaires et syndicats uniques.

La seule solution qui puisse donner satisfaction à tous, est celle que la *Révolution Prolétarienne* a toujours défendue: Congrès de fusion, après un accord préalable, qui ne peut être réalisé qu'à la tête, avec des garanties réciproques. Ni vainqueur, ni vaincu, chacun avec sa conception, mais fermement décidé à respecter les décisions de la majorité.

Notre travail pressant à nous, militants du rang, n'est pas de perdre notre temps à la constitution de syndicats uniques qui ne pourront qu'entraver la réalisation de l'unité syndicale, mais à faire la pression la plus vigoureuse, constante, incessante pour imposer notre volonté à nos responsables.

C'est la position prise par les syndicats de Cheminots de Nevers. Un comité, chargé d'entretenir les relations amicales entre les différentes organisations est constitué ; il a pour mission de coordonner les efforts pour l'unité, et tous, scrupuleusement fidèles à nos organisations respectives, nous luttons pour la vraie et sincère unité.

Il semble que cette position soit aussi celle de l'Union P.L.M. confédérée. Une entrevue cordiale entre elle et la section fédérale Unitaire a eu lieu et nous permet d'envisager un accord prochain. D'ailleurs, que nos responsables se le tiennent pour dit: nous y veillerons!

M. MARCELOT,
Membre du Comité d'Unité de Nevers.

FAITS ET DOCUMENTS

« Tout le pouvoir aux syndicats ! » Le discours de Mathé

Nous avons pu nous procurer la sténographie du discours de Mathé au Congrès de la Fédération postale, le discours qui déchaîna la fureur du *Peuple*, journal syndical (!), contre « le pouvoir aux syndicats » (voir *R. P.* du 25 juin). Voici toute la partie essentielle de ce discours :

MATHÉ. — ...Le « Plan » de la C.G.T., contrairement à ce qu'a dit Jouhaux ce matin, n'est pas venu de nous, il est venu du bureau confédéral qui a eu le soin d'informer nos Unions départementales, que nous n'avions pas à discuter, qu'on nous réunissait purement et simplement pour approuver. (*Applaudissements*).

En vérité, ce n'est pas une condamnation formelle que nous voulions prononcer. Nous avions simplement le désir de présenter quelques observations, de formuler quelques propositions ; ce qui nous importe en effet car nous comprenons la difficulté de toutes choses et nous sommes profondément unitaires, c'est de fondre notre pensée dans la pensée collective.

N'ayant plus le temps d'ouvrir une large discussion, je me bornerai à poser quelques interrogations.

Nous avons « un Plan » : il est ce qu'il est. Il nous a été présenté dans une motion sans tonalité, qui a provoqué chez nous, une grande désillusion. Mais il faut le réaliser. Comment ? Par quels moyens ? Par qui ?

On nous a dit : « Nous allons déclencher un courant d'opinion autour des formules simples et claires que nous présentons, formules dont l'application permettra non seulement d'améliorer la situation des travailleurs, mais encore de détruire ce régime et de construire sur ses ruines une société nouvelle. »

Oui, nous approuvons cela et nous participerons de toute notre foi, avec toute notre ferveur à l'action de la C.G.T., qui sera peut-être un peu tardive.

Mais, on nous a dit aussi que c'est au lendemain même des « Etats-Généraux du Travail » que commencerait cette action. Hélas ! le lendemain et le surlendemain ont passé et rien n'a été entrepris. La C.A. de la C.G.T. il est vrai, vient de décider l'organisation de 3.000 réunions mais c'est trop tard. Trop tard, entendons-nous bien, pour la saison 1933-34. C'est la campagne, en effet, qu'il faut atteindre ; ce sont les masses paysannes qu'il faut pénétrer. Or, en juin, il est trop tard pour visiter les campagnes, les paysans sont absorbés par les travaux des champs ; ils le seront jusqu'au mois d'octobre.

Sans doute la propagande peut également être faite par la presse, mais de quelle presse disposons-nous ? Qu'a-t-on fait pour organiser la presse ouvrière qui est à la merci des entreprises capitalistes ?

Vraiment, est-il insensé de penser qu'avec un peu de bonne volonté et de foi, il serait possible de créer et de faire vivre une grande Centrale ouvrière d'impression, de publication et de distribution des journaux ?

Y a-t-on songé ?

Hélas ! avec la plus grande amertume, nous avons constaté que le *Peuple* n'avait même pas participé à la campagne contre la grande presse, vénale et corruptive, qui, sans doute, est quelque peu discréditée sur le plan électoral mais dispose encore d'une influence considérable dans le domaine économique et celui des relations internationales.

Ainsi, nous n'avons pas de presse et notre campagne de propagande vient tard. Mais enfin, imaginons, malgré cela, que nous puissions déterminer ce courant d'opinion dont nous avons besoin pour faire triompher nos conceptions. Comment tirerons-nous parti de ce mouvement ? par quels moyens, avec quels hommes ?

Les combattants ? On en parle beaucoup ; sans doute, ils disposent en France d'un grand crédit moral. Mais, croyez-vous que leur masse soit éduquée socialement ? Je suis sûr que vous ne le pensez pas, je suis persuadé que la C.G.T. ne le croit pas. Il ne faut pas compter sur eux ; rassemblés par des intérêts subalternes, ils se diviseront sur les questions sociales.

Les partis politiques ? Les partis de gauche ? Les hommes de 1932 qui sont aussi ceux de 1924, qui ont trahi la République et la Démocratie en 1926 et l'ont assassinée en 1934 ? (*Applaudissements*). Les hommes du gouvernement de l'Emeute ? Les hommes des décrets-lois, les hommes qui ont approuvé les sanctions prises contre les manifestants fonctionnaires, les hommes qui ont chassé Trotsky le révolutionnaire indomptable et gigantesque ? (*Vifs applaudissements*).

C'est à ceux-là que nous ferions confiance ? Aux hommes de la loi de trois ans ? Aux hommes de la guerre de 1914, aux hommes du réarmement et de la guerre de demain ? Non, n'est-ce pas ?

Alors à qui ? Aux partis révolutionnaires ? Aux partis d'extrême-gauche ? Mais ils restent figés sur leur formule de révolution politique et la révolution politique, c'est la dictature, or, la dictature — serait-elle exercée au nom du prolétariat — par l'appareil gouvernemental, est surtout écrasante pour les prolétaires. Seule la révolution économique nous donnera la démocratie sociale. (*Vifs applaudissements*).

Alors quel espoir reste en nous ? Ce ne peut être que celui d'une gestion de la société par le syndicalisme.

Est-il insensé de déclarer que la prospérité peut être organisée par la science et la technique et, si cela n'est pas insensé, où résident la science et la technique sinon dans le mouvement syndical ?

Tout le pouvoir au syndicat !

Tout le pouvoir, car pour le syndicalisme, « la politique et l'économie ne sont qu'une seule et même chose ».

Sans doute, c'est une formule sommaire et nos camarades ont besoin d'entrevoir quelles sont les constructions nouvelles qui permettront à la République syndicaliste de vivre.

Je ne suis pas un économiste, je n'ai pas de prétentions à ce sujet. Mais je pense que si notre mot d'ordre était étudié très sérieusement par les hommes dont dispose le syndicalisme, très rapidement pourraient être présentées les institutions nouvelles qui permettraient de substituer à la République parlementaire, qui a fait faillite, la République syndicaliste en qui nous voyons l'organisation de l'avenir.

Dans nos rangs, dans le cercle d'attraction de notre mouvement, les techniciens font-ils défaut, le concours indispensable des intellectuels ne nous est-il pas acquis ? Je sais bien, et je le disais à la commission de l'orientation, que, dans le mouvement syndical, nous n'avons jamais nourri un amour extraordinaire pour les intellectuels. Ils ont trop longtemps eu l'unique prétention de conduire les mouvements ouvriers.

Mais un revirement important peut être aujourd'hui constaté, ces hommes sont venus à nous et ont dit : « Nous sommes à vos côtés, nous vous suivons, nous sommes à votre disposition pour toutes les études, pour toutes les constructions que vous voudriez bien nous confier. »

Ne pourrait-on pas saisir cette offre ? Ne l'avez-vous pas fait pour la mise au point du « Plan » ? Ne peut-on oser aller au-delà des études que vous faites poursuivre actuellement et confier à ces éléments plus particulièrement qualifiés, le soin de préparer la nouvelle constitution de la société que nous appelons de nos vœux ?

Fumées d'avenir !... Idéalisme !... Romantisme !... Nous vous demandons de ne pas trop nous accabler, de ne pas nous écraser sous le flot de vos épithètes.

Sens pratique !... Souci des réalités !... Sans doute, mais ces formules sous votre direction ont en partie fait faillite ; peu à peu elles ont fait du flambeau qui éclairait les hommes en peine une lanterne sourde que personne n'apercevra bientôt plus. (*Applaudissements*).

Nous vous demandons d'entendre notre appel. Nous vous demandons de croire au syndicalisme... (*Très vifs applaudissements. Bravo ! Bravo !*)

ENTRE NOUS

Propagande ! Propagande !

Vous êtes-vous parfois demandé comment la R.P. *parvenait à vivre? Avez-vous une idée des moyens grâce auxquels nous avons assuré, depuis 10 ans, son indépendance totale? Du travail que nécessite son fonctionnement? On s'est habitué à la vie facile des publications subventionnées, et on imagine mal une revue vivant de ses recettes ordinaires.*

Il en est cependant ainsi pour la R.P., *pour notre* R.P., *qui vit par ses propres moyens et dont les comptes, tous les comptes, n'ont rien de caché pour ses lecteurs.*

Vous pensez bien que nous ne disposons d'aucune formule magique. Nous n'avons pas plus la prétention d'être des types exceptionnels. Alors, quel est notre secret?

Faire des abonnés

Il est un fait que l'on doit toujours avoir présent à l'esprit en examinant notre situation d'abonnés, c'est l'extrême instabilité du public des organes ouvriers. Un chiffre vous édifiera.

En 10 ans, depuis le 1er janvier 1925, nous avons, à la R.P., *inscrit près de 4.000 abonnés; or, nous n'en comptons actuellement que 1.230 environ. Près de 3.000 camarades nous ont lus pendant 6 mois, un an, des années même, puis nous ont abandonnés.*

Du temps que nous étions au Parti communiste — comme c'est vieux, déjà! — nous usions d'une expression pittoresque: « Le Parti, disions-nous, c'est une passoire. » Eh bien!, nous avons constaté, et c'est sans aucun doute une manifestation du caractère même de notre classe ouvrière, que tous les mouvements, en France, sont plus ou moins « passoires ».

On peut le déplorer, on ne peut pas le nier.

Il s'ensuit que le nombre des abonnés à la R.P. *ne se maintient que parce qu'il y a autour de nous des amis dévoués pour faire de nouveaux abonnés, la plupart de ces nouveaux venant seulement compenser les désabonnements et les suppressions.*

Si donc, nos camarades veulent que la R.P. *vive, s'ils désirent qu'elle se développe, il leur faut considérer comme un devoir de lui trouver de nouveaux abonnés.*

Il faut faire des abonnés !

Où ?

Chaque année apporte au mouvement social sa génération nouvelle, dont les jeunes hommes, au gré d'influences diverses, adhèrent ici ou là, au Parti Communiste, au Parti Socialiste, aux Syndicats.

Combien, au bout de quelques mois ou de quelques années, se retirent, écœurés?

Combien s'agglomèrent à la masse de ceux que les déceptions n'ont pas réussi à retrancher du mouvement?

Nous ne savons.

Ce dont nous sommes sûrs, c'est que bien de ces jeunes gens resteraient dans le mouvement ouvrier s'ils connaissaient la R.P.

Car, pour ceux qui, malgré tout, restent, la R.P. *représente une raison d'espérer.*

Elle n'est pas seulement un carrefour où se réunissent chaque quinzaine, par-dessus les chapelles, les sincères et les désintéressés. Elle est une force d'avenir, car elle prépare, en préparant la renaissance du syndicalisme, l'application de la plus belle formule d'avenir: « Tout le pouvoir au syndicat! »

N'y a-t-il pas là de quoi retenir, intéresser les jeunes, dégoûtés par l'expérience négative des partis?

Cela peut-il laisser indifférents ceux-là même qui croient encore aux partis?

En vérité, le champ est large où nos amis pourraient, s'ils le voulaient, récolter de nouveaux lecteurs.

Nous avons beaucoup d'amis, certes, mais nous n'avons pas assez de propagandistes, c'est-à-dire d'amis actifs.

Un ami actif, c'est celui qui ne laisse pas échapper l'occasion la plus minime de faire connaître la R.P. *Chaque jour, vous rencontrez des camarades que, sur un point ou sur un autre, la* R.P. *intéresserait. Pourquoi ne leur passez-vous pas un numéro?*

Un ami actif, c'est celui qui parle de la R. P. *aux militants, qui nous communique sans attendre les adresses de ceux qui la liraient avec profit. Même une seule adresse, pourquoi tarder à nous l'envoyer?*

Un ami actif, c'est celui qui n'hésite pas à solliciter son camarade d'atelier ou de bureau et, qui, en lui montrant la nécessité de soutenir la R.P., *réussit à récolter son abonnement.*

Nous ne recevons à l'heure actuelle qu'une vingtaine d'abonnements nouveaux par mois. Or, il nous en faudrait au moins le double.

Notre secret

Notre secret, à la R. P., *c'est un effort incessant de nos militants, de nos amis, de nos abonnés.*

Notre ressort, c'est la propagande.

La quinzaine dernière, nous avons montré que ce ressort s'était quelque peu détendu. Qui, après avoir lu ces lignes, nous aidera, tout de suite, à le tendre à nouveau, pour regagner le terrain perdu?

Aujourd'hui 16 pages seulement

Depuis que nous sommes montés du numéro de 16 pages au numéro normal de 20 pages, il nous est arrivé plusieurs fois de donner également des numéros de 24 pages. Mais notre budget est si serré que 4 pages en plus, même de loin en loin, suffisent à le déséquilibrer. Afin de nous permettre de redonner encore 24 pages lorsque ce sera nécessaire, nous ne paraissons cette fois-ci — puisque c'est l'été ! — qu'à 16 pages. Nos camarades ne nous en tiendront pas rigueur. Au bout de l'année, ils auront tout de même leur compte.

CE QUE L'ON DIT DE LA « R. P. »

Un abonné du Finistère: « Votre revue est une synthèse lumineuse des événements. »

Du camarade Gérard, de Reims: « Depuis 1928 que je fais connaître la *R.P.* dans la Marne et au Havre, nous pouvons constater un progrès dans ces deux régions. Je souhaite que tous les copains et amis de la *R.P.* en fassent autant. »

Un camarade de Billancourt, en nous annonçant ses efforts vis-à-vis de 2 possibles: « J'espère que nous obtiendrons leur abonnement, car il est nécessaire que la *R. P.*, qui apporte à la bataille sociale une contribution aussi utile, ait un nombre d'abonnés de plus en plus grand. »

D'un militant des dockers du Havre: « La revue intéresse vivement tous mes camarades. Après l'avoir lue, nous la faisons passer de mains en mains, et tu peux être certain que ce n'est que la situation financière de mes camarades qui empêche les abonnements. »

Un jeune abonné de la banlieue: « Ce sera toujours avec un grand plaisir que je ferai de la propagande pour votre mouvement, quoique je ne sois pas d'accord avec vous sur tous les points. »

LA QUINZAINE

Du 1er au 15 août, nous avons reçu:

Souscription: Joseph Burguet (Seine) 10; G. Thomas (Indre) 5; Mlle Lourdin (Loire) 10; Huitel (Seine-Inférieure) 5; Barbet (Somme) 5; Reminiéras (Rhône) 1. *Total:* 36 francs.

Le gérant : M. CHAMBELLAND.

COOPÉRATIVE OUVRIÈRE D'IMPRIMERIE
ÆGITNA, 27, RUE DE CHATEAUDUN, 27
CANNES. — TÉLÉPHONE : 35-59. —

COLLECTION DE LA **RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE**

Pour 10 francs

il vous sera expédié franco les deux ouvrages
édités par la *Révolution Prolétarienne*

1° la brochure qui vient de paraître :

DEUX ANS D'INDOCHINE

Un fleuve de sang

Livre Brun
de la colonisation
française

2° un ouvrage illustré de 45 cartes :

PRECIS DE GEOGRAPHIE ECONOMIQUE

par J. F. HORRABIN
traduit de l'anglais par J. PÉRA

Explication marxiste
des civilisations passées
et du monde moderne

Le tout contre un mandat envoyé à notre compte de chèques-postaux :
Révolution Prolétarienne, 54, rue du Château d'Eau, PARIS. Compte N° 734-99. Paris.

LE PAYS DE VIVARAIS

par Elie REYNIER

Professeur à l'Ecole Normale de Privas
Diplômé d'Etudes Supérieures d'Histoire et de Géographie
Lauréat de la Société de Géographie et de la Société de Géographie Commerciale de Paris

Un vol. in-8° de 272 pages, illustré d'un ALBUM hors-texte de XXVIII planches (62 photos), de 2 bois gravés de Cl. Madier, de 53 coupes, graphiques, cartes, schémas, de 3 cartes h.-t. (carte générale au 1/250.000, carte géologique au 1/500.000, carte du Coiron).

Une première édition avait paru en 1914 (74 p.), tirage à part extr. de l'*Histoire du Vivarais*, t. I, par M. Jean RÉGNÉ, archiviste départemental de l'Ardèche.

Une 2e édition, en 1923 (172 p., sur papier couché; 41 photos dans le texte, 21 cartes, coupes, graphiques).

L'ouvrage actuel est *entièrement renouvelé*, et plus que doublé. L'auteur a largement mis à profit les études publiées depuis 12 ans par MM. BLANCHARD, BAULIG, FAUCHER, PARDÉ, ARBOS, BÉNÉVENT, THOMAS, BACCONNIER, sur le Sud-Est, le Massif Central, le Rhône, les Alpes, Annonay, le Coiron. Ainsi relief, climat, cours d'eau, ont été particulièrement développés. Les autres chapitres sont remaniés, mis au point, et accrus.

Les croquis, cartes, coupes, sont presque tous inédits. L'*Album* de photos met sous les yeux tous les aspects typiques du Vivarais. La carte hors-texte du Coiron est celle de L. BACCONNIER. Le croquis géologique a été refait. La carte au 1/250.000 est nouvelle, et comble une lacune souvent regrettée.

L'auteur s'est efforcé de ne rien omettre pour faire de ce livre un tableau exact, méthodique et vivant du pittoresque et si varié pays d'Ardèche.

Prix de souscription : 25 francs (franco 26 fr. 50). *Le prix de vente sera porté à* 30 francs (franco 31 fr. 50). Souscrire chez l'auteur, à Privas. Compte chèques postaux : Lyon, 5284.

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

SOCIETE ANONYME A CAPITAL VARIABLE

LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, R. DE SAMBRE-&-MEUSE, PARIS (10e)

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B

VIENT DE PARAITRE

le Livre IV du Tome III de

Un livre Noir

Diplomatie d'avant-guerre et de guerre,
d'après les documents des archives ruses (1910-1917)

Prix : 20 francs

Avec ce volume se termine la publication d'UN LIVRE NOIR, ce document unique sur les origines et la conduite de la guerre de 1914, que la possession des archives de la Russie czariste a permis d'établir.

Cinq volumes ont précédemment paru :

Tome I.	(1910-1912)	(ne se vend plus séparément)	
Tome II.	(1912-1914)	prix :	40 frs.
Tome III. Livre I	(1914-1915)	»	12 frs.
Livre II	(1915-1916)	»	15 frs.
Livre III	(1916)	»	18 frs.

L'ouvrage complet, les 6 volumes : 150 francs.